

“ **L**a Méditerranée face aux enjeux géopolitiques
du XXI^{ème} siècle ”

*Une région Nord-Sud commune,
laboratoire d'une internationalisation réussie*



IPAMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

“ La Méditerranée
face aux enjeux géopolitiques
du XXI^{ème} siècle ”

*Une région Nord-Sud commune,
laboratoire d'une internationalisation réussie*

SOMMAIRE

I. Introduction	5
Lettre ouverte aux chefs d'Etat de l'Union pour la Méditerranée	7
La Méditerranée face aux enjeux géopolitiques du XXI ^{ème} siècle	15
Une région Nord-Sud commune, laboratoire d'une internationalisation réussie	
Le Comité de parrainage politique d'IPEMED	59
II. Introduction	65
Open letter to the Heads of State of the Union for the Mediterranean	67
The geopolitical challenges facing the Mediterranean in the 21 st century	75
A shared North-South region, a testbed for successful internationalisation	
IPEMED's political sponsorship committee	115
III. رسالة مفتوحة إلى زعماء دول الإتحاء من أجل المتوسط	121

INTRODUCTION

Le cœur de la mission d'IPEMED est le développement économique. Mais parce que la Méditerranée est le lieu d'enjeux géopolitiques majeurs, pour ses peuples comme pour le monde, et parce que ces enjeux conditionnent la réussite du projet économique régional, nous ne pouvions pas les ignorer. C'est la raison pour laquelle l'Institut s'est doté d'un Comité de parrainage politique. Sa mission est double : en amont, il éclaire l'action de l'Institut à travers son analyse politique de la situation régionale. En aval, il aide à diffuser ses préconisations économiques en direction des décideurs politiques. Fidèle aux principes et aux pratiques d'IPEMED, ce Comité compte autant de représentants de la rive nord que de la rive sud.

La présente livraison de Construire la Méditerranée présente les textes de la réunion du Comité tenue en avril 2008 : une note préparatoire, œuvre collective de l'équipe d'IPEMED ; et une Lettre ouverte aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union pour la Méditerranée, issue des débats du Comité, et qui fut publiée dans la presse en langue française, anglaise et arabe.

Rappelons le contexte : nous étions quelques mois avant le Sommet de Paris du 13 juillet, à une période où beaucoup d'analystes pensaient qu'un tel Sommet n'aurait pas lieu, ou aurait lieu mais avec un faible nombre de participants - comme cela avait été le cas à Barcelone en 2005 lors du dixième anniversaire du processus de Barcelone.

IPEMED aura pris ses responsabilités. Par sa note préparatoire sur la géopolitique régionale, il disait l'importance décisive, pour l'intégration économique euro-méditerranéenne, d'un ancrage irréversible des pays des deux rives à travers une grande initiative politique comme l'Union pour la Méditerranée. Les membres de son Comité de parrainage politique auront pris les leurs : un appel clair aux chefs d'Etat du Nord et du Sud non seulement à sceller cette Union, mais à engager au plus vite les projets structurants de sa réussite, dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture, des mobilités...

Quelques mois après le Sommet de Paris, ces textes prennent toute leur dimension. La guerre de Gaza rappelle les chefs d'Etat à la nécessité d'adopter une position commune sur le conflit du Proche Orient ; le Comité appelait les autorités d'Europe à reprendre à leur compte l'Initiative Arabe de Paix - une recommandation qui prend toute son actualité au regard du drame de Gaza. La crise financière, celle de la spéculation, de l'argent facile et du court termisme, rappelle aux chefs d'entreprise qu'il est urgent de nouer les partenariats Nord-Sud indispensables pour orienter la région vers l'investissement productif durable. Elle donne raison aux textes présentés ici, qui en appelaient à des politiques communes dans ces secteurs d'activités stratégiques, pour les euroméditerranéens du Nord comme du Sud.

Panagiotis ROUMELIOTIS

Président d'IPEMED

“ Lettre ouverte
aux chefs d'Etat
de l'Union
pour la Méditerranée ”

juillet 2008

Nous, responsables et citoyens des deux rives de la Méditerranée réunis les 3 et 4 avril 2008 à Paris sous l'égide de l'Institut de Prospective Economique du Monde méditerranéen, saluons la démarche d'Union pour la Méditerranée.

Un tournant historique pour l'Europe comme pour les pays de la rive sud

Enfin une approche à la mesure des défis de la mondialisation ! Les régions qui gagnent sont celles qui savent unir leur Nord et leur Sud : l'Alena en Amérique comme l'Asean+3 en Asie orientale associent des pays du Nord qui disposent de la technologie et des méthodes, à des pays émergents dont les marchés sont en pleine croissance.

En retard dans ce mouvement de régionalisation, la Méditerranée est à un tournant de son histoire. Elle fait face à quatre transitions : énergétique, climatique, démographique (vieillissement au Nord et fin de transition démographique au Sud) et politique (mise sur pied d'un nouveau contrat social au Nord, progrès de la démocratie au Sud). Nous avons trente ans pour, ensemble, réussir ce tournant. L'alternative est claire : nous unir ou nous marginaliser. L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare et se construit. Commençons. Maintenant.

Pour le moment, le Bassin méditerranéen souffre cruellement de l'absence d'une perspective politique. En 1995 à Barcelone, les pays de l'Union européenne et de la rive sud ont lancé un projet de partenariat euroméditerranéen ambitieux pour la coopération économique, la stabilisation politique et l'échange culturel. Ce partenariat existe. On peut construire sur les bases qu'il a jetées. Mais les réalisations sont insuffisantes, on piétine.

Or sans vision de l'avenir qui ancre définitivement les deux rives de la Méditerranée, les investisseurs renâclent, les politiques publiques communes tardent, les risques s'amoncellent. Le retard s'accroît : celui de l'Europe sur les autres pôles leaders du globe ; celui des pays de la rive sud sur les pays émergents d'Asie ou d'Amérique. La stratégie méditerranéenne se brouille : l'Europe peut être tentée d'accorder ses priorités à d'autres horizons ; les pays du Sud peuvent lier leur sort à d'autres partenaires. Dans la compétition mondiale qui s'exacerbe,

L'Europe et les pays du Sud de la Méditerranée ont un puissant intérêt commun : définir ensemble une stratégie de développement durable et se donner les moyens politiques de la réaliser.

Seule une forte impulsion politique permettra le succès durable de l'Union pour la Méditerranée. Un nouvel élan dans le rapprochement des deux rives ne saurait se résumer au simple voisinage ; l'Union pour la Méditerranée peut tracer un destin commun, bien au-delà d'une zone de libre-échange. Il s'agit d'une Union, assumons cette ambition.

Les conditions du succès

L'Union pour la Méditerranée ne doit pas signifier la mort du processus de Barcelone mais au contraire son enrichissement. L'acquis d'Euromed est réel : la stabilisation macroéconomique, les réformes structurelles et la convergence institutionnelle entre les deux rives sont engagées. Il convient de faire passer ce processus à un nouveau stade.

Ce nouveau stade porte un nom : la parité entre le Nord et le Sud. Parité dans la vision, parité dans la préparation des projets, parité dans la prise de décisions, parité dans la gouvernance. Il est indispensable de rompre avec la perception des pays sud méditerranéens selon laquelle l'Europe impose toujours ses vues.

Il sera nécessaire de rappeler aux populations européennes que leurs homologues du Sud ne revendiquent, dans le cadre de cette Union, ni aide financière massive ni ouvertures totales et immédiates des frontières. Rappeler aussi que ce qui menace l'Europe ce ne sont pas les pauvres, ce sont les humiliés, les exclus du droit et du développement.

L'Union pour la Méditerranée n'est pas destinée à préparer l'adhésion des pays sud méditerranéens à l'Union européenne. Elle n'est pas plus destinée à se substituer aux négociations d'adhésion entre la Commission européenne et la Turquie, ni aux négociations avec le Maroc et Israël pour un statut avancé.

L'Union pour la Méditerranée doit se faire entendre des populations du Sud. Au lieu d'apparaître comme une nième organisation multilatérale, elle doit prouver aux

peuples qu'ils ont toute leur place dans le monde qui vient. Centrons l'Union pour la Méditerranée sur des projets concrets et utiles aux populations, mobilisant les acteurs de la société civile et notamment les entreprises.

Pour être considérée comme un partenaire crédible par les populations et gouvernements du Sud, l'Europe doit rétablir sa crédibilité politique par une politique extérieure commune qui fasse entendre une voix distincte de celle des autres puissances mondiales.

Pour être considérés comme des partenaires crédibles par le Nord, les pays de la rive sud doivent se rapprocher et cesser de croire qu'ils peuvent faire cavalier seul. Pourquoi ont-ils tant peur de leur propre union ? L'Union pour la Méditerranée n'aura de sens que si les pays du Sud oeuvrent à intégrer leurs économies et abolir les restrictions en matière de circulation des personnes et des marchandises. Les pays du Sud ne devront plus regarder vers le Nord en ignorant leurs propres voisins.

Les gouvernements des pays de la rive sud doivent avoir conscience des attentes du Nord et de leurs populations en matière de pérennité de leurs institutions, d'Etat de droit, de gouvernance et de prédictibilité.

Enfin, nous appelons les membres de l'Union pour la Méditerranée à dépasser les questions douloureuses du passé, qui doivent rester du domaine des relations bilatérales. L'Union pour la Méditerranée ne doit pas être un lieu de plaintes et de reproches réciproques mais un cadre de rencontre, de dialogue et surtout de projets pour l'avenir. Seule l'obsession des lendemains doit guider la marche des dirigeants de cette Union.

Les chantiers à ouvrir

Le temps nous est compté. L'Union pour la Méditerranée doit lancer des chantiers suffisamment ambitieux pour rompre le cercle vicieux de l'approche sécuritaire, de l'autoritarisme et de la restriction des libertés au motif de lutte contre les fondamentalismes. Rompre aussi le cercle vicieux de la rente (pétrolière, touristique, immobilière...), qui a jusqu'à présent scellé le partenariat économique Nord-Sud

en Méditerranée. Rompre enfin l'insécurité protéiforme qui mine le développement au Sud : celle des biens, celle des personnes, celle de l'avenir de ces pays et de leurs élites.

Le premier chantier est celui de la restauration de la crédibilité politique.

Celle de l'Europe: sortir du mouvement de balancier entre l'anti-américanisme et l'alignement pur et simple, pour définir une politique extérieure commune notamment en Méditerranée. Le plus urgent reste le Proche-Orient. L'Europe doit rappeler avec force son attachement au droit international et aux valeurs universelles en exigeant l'application des résolutions du Conseil de Sécurité et la levée du bouclage des populations civiles palestiniennes. L'Europe peut et se doit de réunir une conférence internationale de la paix autour de l'initiative de paix arabe présentée par le Roi Abdallah d'Arabie Saoudite, adoptée par le Sommet arabe de Beyrouth de 2002 et récemment réactivée par le sommet de Riyad de la Ligue Arabe. Le calendrier s'y prête, la communauté internationale l'espère, le partenariat euroméditerranéen y gagnera en légitimité et en profondeur. L'Europe devrait aussi prendre l'initiative d'engager le processus d'adhésion de l'ensemble de Chypre.

Celle du Sud : accélérer les réformes afin d'améliorer les environnements légaux et démocratiques. Toutes les autres régions du monde progressent dans ce domaine, pourquoi pas la nôtre ? Dans ce chemin vers l'Etat de droit et la mise en place de cadres institutionnels durables, les pays du Sud devraient accepter, comme les Pays d'Europe Centrale et Orientale naguère, des jumelages administratifs avec l'Europe, qui leur permettront en dix ans de transformer leur administration. Ils devraient enfin proposer des initiatives politiques fortes en matière de relations Sud-Sud, comme l'ouverture des frontières entre tous les pays de la région, et la libre circulation des personnes et des biens.

Le deuxième chantier est celui du développement humain. Les pays de l'Union pour la Méditerranée doivent ouvrir en priorité un dialogue sans tabou à propos de la mobilité des populations. Les pays du Nord doivent comprendre que cette question est essentielle dans les pays du Sud où l'on vit très mal les entraves à

la circulation en direction de l'Europe, pendant que les nouvelles politiques de migration choisie les privent de leurs élites. Comment parler d'Union à des populations à qui l'on imposerait de rester chez elles ? Ces populations ont besoin de ces mobilités sans lesquelles l'intégration régionale resterait une fiction. De même, l'Union pour la Méditerranée ne pourrait réussir si les étudiants, hommes d'affaires, artistes, intellectuels, restaient empêchés dans leurs déplacements. Il existe des énergies personnelles et collectives fantastiques à mobiliser, pour peu que ces acteurs soient laissés libres de leurs mouvements - ce qui n'exclut nullement le contrôle en commun des mobilités qui remplacerait les pratiques sécuritaires.

Le développement humain au Sud appelle par ailleurs un partenariat d'ampleur dans la santé (coopération médicale et pharmaceutique), et surtout dans le domaine de la formation. Il n'est pas envisageable d'entrer dans la société de la connaissance avec les taux d'analphabétisme, notamment féminins, que connaissent plusieurs des pays de la rive sud. Il faut à la région une grande politique commune pour rattraper l'immense retard pris sur les pays émergents d'Amérique et d'Asie orientale.

Le troisième chantier est celui des projets de co-développement durable. Les pays du Nord et du Sud doivent s'entendre pour lancer sans tarder quelques grands projets structurants pour un développement durable : une politique méditerranéenne d'accès à l'eau et à l'assainissement, pour faire face ensemble à la menace commune du réchauffement climatique et à la pollution de la Méditerranée ; un programme de sécurité énergétique pour le Nord comme pour le Sud, associant fourniture de ressources énergétiques et partenariats industriels ; un pacte agro-alimentaire et rural, pour valoriser les complémentarités agro-climatiques entre l'Europe et la rive sud et faire face aux crises alimentaires qui risquent de s'installer. L'outil financier de ces projets doit être une institution financière dédiée à la Méditerranée, qu'il faut créer comme l'Europe avait su le faire pour les pays de l'Est, qui permettra notamment de mobiliser les remises des immigrés méditerranéens et les fonds souverains des pays du Golfe.

Les entreprises sont au cœur de ce co-développement. Celles de la rive sud doivent accepter d'ouvrir leur capital à des partenariats internationaux, ce qui implique le risque d'une ouverture de leurs marchés domestiques à des intérêts privés étrangers. Celles de l'Europe doivent faire de même, et modifier leur comportement : considérer les pays de la rive sud ni comme des lieux d'extraction de matières premières, ni comme de simples marchés de consommation, ni encore comme des opportunités de délocalisation d'industries de bas de gamme ; mais au contraire, comme le Japon a su le faire avec les Dragons d'Asie, comme des partenaires pour la conquête des marchés mondiaux. Elles doivent rechercher un nouveau partage de la valeur ajoutée avec le Sud, fondé sur les seuls critères de l'efficacité et des avantages compétitifs afin de constituer les bases productives qui les aideront à sauver leur industrie et à mieux faire face aux enjeux mondialisés de l'économie de la connaissance. En quinze ans, les pays de la rive sud peuvent devenir les Dragons de l'Europe.

* * *

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement, vous allez vous rencontrer le 13 juillet lors du Sommet de Paris pour la Méditerranée. L'Union pour la Méditerranée sera le point unique de vos débats. Il dépend de vous que, ce jour là, les deux rives de notre mer commune commencent, enfin, à se rapprocher et à envisager un destin confiant. Vous le savez, une Union est possible, riche de tous les progrès pour l'ensemble de nos populations. Ayez l'audace qu'il faut pour faire de ce Sommet la reconnaissance d'un ancrage historique et le début d'un destin partagé.

Car vous le savez aussi, le temps presse.

A vous de jouer.

Remerciements à Akram Belkaïd et Erik Orsenna qui ont aidé à la rédaction de cet appel.

“ Une région
Nord-Sud commune,
laboratoire d'une
internationalisation réussie ”

“ Quel spectacle touchant présentera l'humanité, lorsqu'aux bords de la Méditerranée, où la civilisation s'est développée par le choc de tant de flottes et la lutte de tant de cités rivales réfléchies dans ses ondes, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, comme aux bords d'une coupe immense et magnifique où elles n'ont communiqué qu'en la rougissant de leur sang, désormais se tendant des bras amis, communieront pacifiquement entre elles, et offriront dans cet accord sublime le symbole de l'association universelle que nous venons fonder ”.

Emile BARRAULT

Le Globe (journal des Saint-Simoniens)

16 janvier 1832

Ce texte a servi d'introduction au séminaire géopolitique organisé par IPEMED en Avril 2008 à Paris. Il confronte d'abord la région méditerranéenne aux principaux enjeux géopolitiques et géoéconomiques (1), puis esquisse la voie du scénario le plus positif pour les deux rives de la Méditerranée (2).*

* Dans ce texte, on appelle “ rive sud ” l'ensemble des pays non européens riverains de la Méditerranée, plus la Jordanie et la Mauritanie. Quand on parle de la “ région ”, c'est parfois en comprenant l'Irak ; le “ Moyen-Orient pétrolier ” comprend ici l'Iran. Le souci est en effet moins de dresser un diagnostic géographique précis que d'établir les lignes de force du partenariat entre l'Europe et son environnement méridional en général.

“ Une région Nord-Sud commune, laboratoire d'une internationalisation réussie ”

I

LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION ET LA MÉDITERRANÉE

Proposer des scénarios géopolitiques de la Méditerranée en fonction de l'opposition entre influence occidentale d'un côté et islamiste de l'autre, reviendrait à entériner la vision huntingtonienne. Cela dit, si on peut aisément se mettre d'accord sur le caractère simpliste du diagnostic du “ choc des civilisations ”, peut-on, pour y faire face et rapprocher les deux rives de la Méditerranée, aller plus loin que les recettes de la market democracy (§1) ?

Deuxième question ouverte : la Méditerranée a-t-elle réellement vocation à s'intégrer dans le sens Nord-Sud ? Après tout les Européens n'y montrent pas, en dehors de la sécurisation de leurs approvisionnements pétroliers et du contrôle des migrations, de préoccupation stratégique. En comparaison, les Etats-Unis y suivent une stratégie, perdante peut-être mais une stratégie tout de même (§2).

Troisième question à trancher : l'idée même de région Nord-Sud est-elle pertinente ? Si l'on veut défendre un rapprochement des deux rives, encore faut-il poser la question de la régionalisation de la mondialisation : en quoi une intégration régionale peut-elle répondre aux défis géopolitiques (gouvernance mondiale, changement climatique, énergie, nucléaire, eau, prix agricoles, monnaies), et rendre possible la régulation tant espérée des relations internationales ? En quoi le rapprochement des deux rives apporterait-il à l'Europe des réponses plus adaptées que le rapprochement avec l'Est ? Si le dynamisme économique de l'Alena ou de l'Asie de l'Est plaide pour la régionalisation Nord-Sud, rien ne dit que l'opération soit réalisable en Méditerranée (§3).

Du reste, le bilan des relations économiques Nord-Sud au sein de cette région montre la persistance de nombreuses divergences (§4) ; le bilan de l'action de l'Europe dans le partenariat méditerranéen balance entre coopération et indifférence voire cynisme (§5). Il en résulte que, des cinq scénarios esquissés pour la Méditerranée de demain, un seul soit en faveur d'une reconnexion Nord-Sud (§6).

1.1. " Choc des civilisations " et market democracy, ou bien " politique de civilisation " ?

Sur le plan de la doctrine des relations internationales, les deux approches dominantes doivent être discutées :

La notion de " choc des civilisations ", Occident versus Islam notamment, est à récuser. Il n'est ni possible de définir les " civilisations " comme des entités qui existeraient de toute éternité, ni possible de les caractériser par les religions comme si ces dernières étaient en soi et en opposition les unes aux autres le fondement culturel de chaque " civilisation ", ni possible d'établir que le conflit entre Occident et Islam serait un des invariants du temps long.

La démocratie comme modèle est à nuancer dès lors qu'on voudrait en faire la solution prête-à-l'emploi. La démocratie, l'économie ouverte, le respect des droits de la personne doivent être considérés comme des objectifs universels, mais les modalités de leur développement doivent être différenciées localement et surtout assumées par les peuples nationaux concernés - dans le respect d'un référentiel de base indiscutable.

L'idée de choc des civilisations, et la volonté d'imposer à tout prix la démocratie de marché - qui revient en fait assez vite à de classiques pratiques impérialistes - conduisent à des impasses. D'où les errements de l'action américaine sur des terrains comme ceux de l'Irak, ou du Liban où une lecture simpliste oppose " pro-syriens " et " pro-iraniens " aux démocrates assimilés aux " pro-occidentaux ", ou encore dans le conflit israélo-palestinien où des alliances stratégiques priment sur le droit international.

Comment opposer une approche politique ambitieuse de la région à ces visions réductrices ? Il faut avouer que ces deux référents, choc des civilisations et market democracy, parce qu'ils sont simples, ont trouvé des appuis dans l'opinion publique. A ce jour, on ne voit pas d'idée directrice alternative à ces schémas tronqués mais efficaces. La notion de " dialogue des civilisations " peut-elle y répondre - mais une civilisation n'est-elle pas par définition le lieu du dialogue ? La notion de " politique de civilisation " proposée par Edgar Morin et reprise par

le président Sarkozy, peut-elle constituer un référent commun à l'Europe et au monde arabo-musulman ? Quelles valeurs communes, au fond, l'histoire ancienne et récente a-t-elle dégagées de la confrontation et de l'échange qui ont fait la Méditerranée ?

1.2. Méditerranée et Moyen-Orient : approche européenne / approche américaine / approche arabe

1.2.1. La région fait l'objet d'une certaine convergence de vues entre Européens et Américains :

- la sécurisation des approvisionnements énergétiques, compte tenu du fait que les hydrocarbures conserveront encore longtemps un poids majoritaire dans la consommation énergétique mondiale. Moyen-Orient et Afrique du Nord représentent 29% de la production mondiale d'hydrocarbures et plus de la moitié des réserves. Dans un contexte de demandes croissantes (Chine et Inde mais aussi Europe et Etats-Unis), d'investissements longtemps trop faibles dans le secteur, et d'incertitudes sur d'autres producteurs clé comme le Nigeria ou le Venezuela, la maîtrise de l'approvisionnement depuis cette région sera de plus en plus stratégique.
- le rétablissement de la paix au Proche Orient
- la lutte contre le terrorisme
- le contrôle des migrations internationales notamment en lien avec la lutte contre le terrorisme
- la lutte contre la diffusion des armes de destruction massive. Des programmes de recherche nucléaire sont en cours ou prévus en Egypte, Algérie, Syrie, Turquie, Iran..., or le traité de non prolifération suscite des réserves du fait de son caractère discriminatoire (Israël, le Pakistan ou l'Inde n'y ont pas adhéré.
- la démocratie de marché comme moyen du développement
- la déclaration du G8 de juin 2004 sur la région (climat des affaires, alphabétisation, place des femmes, démocratisation graduelle et propre à chaque pays) témoigne de cette convergence de vues américano-européennes.

1.2.2. La Méditerranée est une région clé pour les Européens davantage que pour les Américains :

- les approvisionnements énergétiques sont proportionnellement plus importants pour l'Europe : 18% de l'énergie primaire qu'elle consomme viennent du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, contre 7% pour les Etats-Unis (cf. annexe 1).
- la rive sud constitue des marchés actuels et potentiels importants pour l'Europe, alors qu'ils sont lointains et très secondaires pour les Etats-Unis.
- dans la nouvelle compétition internationale pour l'attraction des cerveaux, l'Europe y jouit d'un avantage historique et géographique.
- la proximité est aussi une faiblesse : la présence de populations arabo-musulmanes (pour dire vite) à proximité immédiate de l'Europe et au sein des villes européennes, fait de l'apaisement des relations euro-arabes une nécessité impérieuse pour l'Europe.
- en revanche, un élément fait des pays arabes producteurs d'hydrocarbures un allié nécessaire de l'économie américaine beaucoup plus que de l'économie européenne : le colossal besoin des Etats-Unis de ressources financières externes pour financer leurs déficits et leur consommation, compte tenu de leur taux d'épargne négatif.

1.2.3. Pourtant, il y a une stratégie américaine pour cette région et pas vraiment de stratégie européenne :

S'agissant de l'Europe, cela se mesure à la timidité du processus de Barcelone et de la politique du Voisinage :

- les subventions européennes sont faibles : au début des années 2000, les pays Meda percevaient de l'Europe 5 euros par habitant et par an, contre 50 pour les PECO, 200 pour l'Espagne et 300 pour la Grèce. L'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), initialement prévu à 15 milliards d'euros pour la période 2007-2013, n'en atteindra finalement pas 12, dont 8 pour les partenaires méditerranéens ; par habitant, la dotation en subventions de l'Union européenne en Méditerranée progresse peu par rapport à la période Meda.

- le processus de Barcelone a suscité un espoir mais aussi des critiques compte tenu de sa dissymétrie, puis un désenchantement. La politique du Voisinage ne va pas plus loin qu'une politique de libre-échange, et ne met pas en place les instruments de régulation économique et sociale permettant d'en amortir les graves effets négatifs transitoires.
- jusqu'à présent la Méditerranée n'a été considérée stratégique par aucun pays européen. Le projet d'adhésion de la Turquie, pays laïc qui a fait l'effort d'ajustement et de modernisation de beaucoup le plus intense parmi les partenaires méditerranéens, et qui fait l'objet d'une vraie politique de mise à niveau par l'UE, est pourtant loin de faire consensus en Europe.
- la philosophie européenne d'action par le soft power se caractérise par une faible influence sur le Sud, notamment dans le dossier israélo-palestinien.
- l'Europe a été divisée sur le dossier stratégique de l'Irak, elle est impuissante sur le dossier du Liban.

S'agissant des Etats-Unis, il y a certes l'échec de la démocratie imposée (Irak), l'échec de la lutte contre le terrorisme (Afghanistan), l'islamisation accrue des sociétés arabes et la montée des sentiments anti-américains. Mais les Etats-Unis peuvent se prévaloir d'un impact géopolitique réel, à travers :

- la politique du Greater Middle East initiative (2003)
- les interventions armées, l'usage de sanctions et les pressions capables d'isoler un pays (comme la Syrie)
- la présence en Méditerranée de la sixième flotte
- la poursuite d'aides massives (notamment à Israël, à l'Egypte et à la Turquie), aussi élevées que celles des Européens en Méditerranée (cf. annexe 2)
- un partenariat stratégique engagé depuis 2003 avec le Maroc, nouveau pays (non membre de l'Otan) d'appui pour les Etats-Unis dans la région
- une collaboration policière et militaire depuis 2004 (avec le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Egypte...) dans le cadre de la politique de lutte contre le terrorisme, avec projets de bases communes et de formation des armées
- un projet de centre de commandement américain pour l'Afrique (Africom) pour

coordonner la lutte contre les foyers terroristes dans les pays du Sahel et la sécurité des approvisionnements pétroliers, et pour contrer l'offensive économique chinoise

- la signature d'accords de libre échange avec plusieurs pays arabes de la région depuis 2003, qui concurrencent l'Europe dans son propre voisinage économique

Comment les Européens peuvent-ils se doter d'une vision stratégique sur la Méditerranée ? Cela revient à poser :

- la question militaire et du rôle de l'Otan (que les Américains veulent pousser, le " Dialogue méditerranéen " créé en 1994 avec la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, Israël et la Jordanie, ayant été fortement réactivé depuis le sommet de l'Alliance à Istanbul en 2004 et étendu en direction du Golfe)
- la question des objectifs, de la cohérence et des moyens de l'UE dans sa politique Euromed
- la question du consensus entre pays européens en matière de politique étrangère

1.2.4. L'approche des pays arabes n'est pas consensuelle

En 2004 par exemple, la Tunisie a décidé de reporter *sine die* un sommet arabe en raison de divergences sur les réformes dans le monde arabe. Les différents sommets dessinent toutefois deux convergences. En 2003 la Conférence régionale de Sanaa pour la démocratie et les droits de l'homme a insisté, outre aux principes démocratiques. Les déclarations d'Alexandrie et Tunis ont conforté le consensus sur ces deux points : fin de l'occupation israélienne, à quoi s'ajoutent une position commune pour le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak, et un objectif de transformer le Moyen-Orient en une zone sans armes de destruction massive ; et promotion, mais par les pays arabes eux-mêmes et à leur propre rythme, des réformes économiques et démocratiques (ne serait-ce que pour éviter de faire émerger des gouvernements islamistes). En pratique toutefois, la mise en œuvre de ces réformes est très inégale d'un pays à l'autre, sinon inexistante. Les projets de rapprochement politique ou institutionnel entre ces pays ont pour

l'essentiel avorté, alors que la rive nord s'intégrait en profondeur avec l'Union européenne (commerce, espace financier, normes politiques...).

Vis à vis de l'Europe, chaque pays du Sud a signé, dans une position fragile, son accord d'association puis son plan d'action pour accéder à certains avantages, négligeant la carte qu'aurait pu constituer une négociation collective.

Enfin, sur le plan géo-économique, la complémentarité entre pays arabes reste faible. La rive sud de la Méditerranée est une des zones géographiques du monde les moins intégrées (elle ne représente pas 6% du commerce extérieur de ces pays, alors qu'ils font la majorité de leur commerce avec la rive nord). Les investissements Sud-Sud se développent mais à partir d'un niveau extrêmement bas. La frontière Maroc-Algérie est officiellement fermée depuis 1994. En dépit des accords d'Agadir (mais qui associent des pays non limitrophes et restent à la fois peu contraignants et peu ambitieux), la question reste entière de savoir ce que ces pays sud méditerranéens veulent construire ensemble.

1.3. Globalisation, ou régionalisation ?

L'accès à l'énergie, le réchauffement climatique, l'eau, l'envolée des prix alimentaires, le contrôle des migrations, l'amélioration des relations Nord-Sud, la compétition entre monnaies américaine, européennes et asiatiques, sont évidemment des enjeux globaux. Mais il est important de considérer que les nouvelles règles internationales sont, au moins en partie, en train de se dessiner à une échelle régionale.

Le contrôle des migrations a une dimension globale et une dimension régionale, car en dépit de la mondialisation des routes, les migrations conservent une géographie régionale, que renforcent les pratiques de mobilités (allers-retours).

Le changement climatique est une question globale mais aussi une question régionale. Le réchauffement et la baisse des précipitations n'auront nulle part dans le monde un impact aussi lourd que dans la région méditerranéenne (- 10 à - 40% de précipitations d'ici le milieu du siècle), rive sud comme rive nord.

D'une manière générale la montée en puissance des questions environnementales

passé aussi par des réponses régionales, comme en témoigne l'organisation régionale du PNUE. La dépollution des mers, la maîtrise de l'eau, la lutte contre la pollution atmosphérique et notamment la prévention et la gestion de crise en cas d'accident nucléaire, demandent une mise en œuvre régionale. Paul Krugman rappelle le rôle encore déterminant de la proximité spatiale : "The spaceless, borderless world is still a Platonic ideal, a long way from coming into existence".

Le libre-échange multilatéral fait consensus, mais la Cnuced a pris position pour le régionalisme comme moyen de promouvoir l'ouverture internationale des pays du Sud. Les Accords Commerciaux Régionaux sont l'étape nécessaire - mais pas suffisante - à l'entrée dans l'échange de pays en développement que le cycle de Doha ne sera pas parvenu à promouvoir et que les simples accords bilatéraux avec les pays du Nord placent dans des rapports de force trop défavorables. Les " régions Nord-Sud " (Alena, Asean+3, Euromed) sont une forme territoriale majeure de la mondialisation. Les entreprises asiatiques l'ont compris : 90% des échanges commerciaux transnationaux internes aux groupes industriels japonais, se font en Asie orientale. Des zones monétaires s'esquissent en Asie orientale (Yuan et Yen avec le recul du recours au dollar), en Amérique du Nord et centrale (dollar), en Méditerranée peut-être (Euro).

Le libre échange seul n'a jamais fait le développement. Sans une forte volonté politique d'accompagnement, il peut même cantonner les pays les moins développés dans une situation de pourvoyeurs de matières premières et d'importateurs de produits manufacturés. Or au-delà du seul commerce, la régionalisation rend possible un système productif commun, et rend possible des règles communes en matière de préservation de l'environnement, de protection des consommateurs, voire de protection des salariés, de promotion de mobilités contrôlées - c'est l'intégration " en profondeur ", qui est une voie pour une nouvelle gouvernance Nord-Sud.

La question est de savoir quelles chances la Méditerranée a de se constituer comme région associant pays développés, en développement et émergents, quelle chance elle a de faire entendre ses préférences collectives et des règles communes auprès de l'OMC (question des préférences commerciales régionales).

1.4. Rive nord et rive sud de la Méditerranée : convergence ou divergence ?

1.4.1. La région Méditerranéenne existe-t-elle dans les faits ? Plusieurs éléments vont dans le sens d'une convergence des deux rives :

- une certaine modernisation des structures politiques, administratives et économiques au Sud ; ces pays ont dans l'ensemble réussi à maîtriser leur inflation et stabilisé leurs cours de change ; ils connaissent un début de décentralisation, par exemple au Maroc ;
- une croissance significative du PIB depuis 50 ans, qui aura évité un trop grand décrochage du Sud vis-à-vis de la rive nord. Désormais, la vraie discontinuité économique oppose moins le Nord et le Sud de la Méditerranée que le Nord et le Sud du Sahara ;
- les indicateurs sociétaux de la rive sud (espérance de vie, fécondité...) se rapprochent rapidement de ceux du Nord ;
- pour un grand nombre d'indicateurs des flux commerciaux, financiers et de personnes, la région atteste un fort degré d'intégration intra zone. Au Sud de la Méditerranée, la part de l'Europe occidentale dans le tourisme, le commerce, les IDE, les créances bancaires (celles sur les PPM sont majoritairement ouest-européennes, jusqu'aux deux tiers dans le cas du Maghreb), ou dans les remises migratoires, est toujours de l'ordre de 50, 60, et même 70% par exemple pour ce qui concerne le commerce extérieur des pays du Maghreb. L'influence américaine est infiniment plus faible, sauf en matière de vente d'armes, d'IDE dans les hydrocarbures et d'aide publique ;
- les firmes du Nord sont en train de comprendre l'intérêt d'un système productif Nord-Sud : agriculteurs, industriels, services (call centers...) nouent des partenariats débutants ;
- Le processus de Barcelone a créé de réelles habitudes de travailler ensemble, et a produit des diagnostics partagés sur l'état de la région. C'est déjà une base importante.

1.4.2. D'autres éléments vont plutôt dans le sens de la divergence :

- l'écart entre les deux rives s'accroît dans le domaine de la formation. Le Sud retarde ainsi son entrée dans l'économie de la connaissance. En comparaison avec l'Amérique latine et l'Asie orientale en développement, la faiblesse de la formation est le grand point faible des pays sud méditerranéens ;
- si l'on excepte les toutes dernières années pour les pays producteurs d'hydrocarbures, la croissance économique de la rive sud s'est ralentie depuis les années 1980. Le différentiel de PIB par habitant s'accroît entre les deux rives (cf. annexe 5). Certains domaines sensibles comme les dépenses de santé atteignent un différentiel non soutenable ;
- la modernisation du secteur privé (notamment Algérie, Syrie, Libye mais pas seulement) n'a pas suffisamment accompagné les politiques d'ajustement et de désétatisation de l'économie ;
- en dépit du récent mouvement d'investissement vers le Sud, les retards de la réforme au Sud et la vision insuffisamment stratégique du Nord vis-à-vis de son voisinage méditerranéen, se traduisent par une grande faiblesse des investissements transméditerranéens et notamment du Nord vers le Sud. Or la modernisation du système productif passe par le transfert de technologies et de méthodes modernes qui elles-mêmes doivent passer par les investissements transnationaux. En l'état, le Nord se contente de commercer avec le Sud où d'y délivrer des prestations de service. C'est la grande différence avec l'Alena et l'Asean+3, qui ont su développer de puissants réseaux transnationaux de firmes. Les pays émergents et en développement du voisinage du Japon attirent 18% de ses investissements directs à l'étranger ; l'Amérique latine représente également 18% des IDE des Etats-Unis ; mais la Méditerranée n'attire que 2% des IDE des pays européens. Le regain d'attractivité sud méditerranéenne pour les capitaux étrangers depuis 2005 est surtout le fait des pétrodollars du Golfe ;
- les secteurs d'investissement et les bases du revenu au Sud restent dominés par les secteurs de rente (hydrocarbures et autres matières premières, tourisme, immobilier...) ;

- ces pays gardent dans l'ensemble des régimes autoritaires, qui organisent le partage des rentes du pays, s'appuient sur des élites nationales qui ont tout intérêt au statu quo, à l'absence de transparence et d'Etat de droit, ainsi que sur des partenaires européens (publics ou privés) qui contribuent à perpétuer un système dont ils tirent un certain parti alors mêmes qu'ils professent la démocratie et la transparence comme des " universels " .

1.4.3. Des problèmes au Sud ne paraissent pas sur la voie d'un règlement proche :

- la paix (Liban, Territoires palestiniens, Irak). Le processus d'Annapolis (création d'un Etat palestinien avant la fin 2008) a-t-il vraiment des chances d'aboutir ?
- les différends non réglés (Sahara occidental, Chypre, Kosovo...) ;
- la dégradation générale de la situation dans les Territoires Palestiniens, accentuée un temps par l'arrêt des subventions occidentales après la victoire électorale du Hamas ;
- la radicalisation politico-religieuse non stabilisée (Algérie, Liban) ou croissante (Egypte) ; les gouvernements ont dû suivre ce mouvement de peur de ne pas le contrôler, en permettant l'ouverture d'écoles islamiques et la réislamisation du droit, et en cédant sur les acquis laïques et modernes de leurs sociétés civiles ; sauf en Turquie, les forces politiques islamiques sont difficilement introduites dans le jeu démocratique.
- la stagnation voire la régression du statut des femmes dans plusieurs pays ;
- le poids persistant de l'armée dans le leadership politique (Algérie, Turquie...) ;
- le maintien de plusieurs régimes anti-démocratiques (Libye, Syrie...) ;
- le discrédit de l'Etat très souvent, et la corruption ;
- la dépendance de la majorité des pays à l'égard des importations de produits de haute technologie mais aussi de produits énergétiques et alimentaires de plus en plus coûteux ;
- l'énorme besoin d'emplois : pour espérer un taux de chômage de 15% d'ici vingt ans il faudrait créer au Sud 90 millions d'emplois dans les PPM, soit un quasi doublement du rythme observé pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle ;

- l'analphabétisme de grande ampleur, qui touche 100 millions de personnes (aux trois quarts dans la tranche d'âge des 15-45 ans) sur une population du monde arabe de 335 millions, et qui recule bien trop lentement ;
- la dégradation de l'environnement en particulier sous l'effet du changement climatique, et la dramatisation de la question de l'accès à l'eau. La population méditerranéenne en situation de stress hydrique (moins de 500 m3 par habitant et par an) va passer de 45 millions en 2000 à 63 millions en 2025, notamment en Tunisie, Libye, Egypte, Israël, Palestine...

1.4.4. Le développement durable (au triple sens écologique, économique et social) est un champ déterminant pour la coopération en Méditerranée :

- A l'échelle du globe, la pénurie de services d'eau et d'hygiène de base représente des coûts de santé et de services sociaux estimés entre 100 et 200 milliards de dollars par an. En outre, on estime que 50 milliards de dollars de récoltes sont perdus chaque année du fait de la dégradation des terres, alors qu'un budget de 100 dollars par an et par hectare pendant quatre ans suffirait pour réhabiliter les terres moyennement dégradées, avec un taux de retour économique des projets en zone arides compris entre 10 et 20 %.
- La Banque mondiale estime que les coûts annuels actuels de la dégradation environnementale vont de 2,5% du PIB en Tunisie à 5% en Syrie, Algérie ou Egypte. En sens inverse, le Plan Bleu chiffre à 30 milliards d'euros les gains annuels possibles par des économies d'énergie et le recours à des énergies renouvelables (sur la base d'un baril à 60 dollars), à 1,5 milliard au titre d'une moindre progression des transports individuels à moteur (pour la seule congestion), et à 11 milliards grâce à une gestion économe de la demande en eau.
- Or pour le moment, cette question environnementale n'est pas suivie d'actes politiques car elle manque d'un leadership politique Nord-Sud de haut niveau. La Convention de Barcelone sur la protection de la Méditerranée a trente ans, les diagnostics sont faits, mais la situation ne s'améliore pas au Sud.

1.5. Bilan de l'action européenne dans l'espace Euromed : coopération, ou cynisme ?

1.5.1. Les signaux envoyés par l'UE n'ont jamais été convaincants pour les peuples du Sud

La gestion du dossier sécuritaire et notamment du volet anti-terroriste, les postures adoptées face au racisme et à la xénophobie, l'octroi parcimonieux des visas et le report sur la rive sud du dispositif européen de contrôle des migrations, enfin l'ambiguïté des politiques face à l'Islam ont été la cause d'une défiance profonde sinon d'une fracture.

Le conflit israélo-arabe constitue un obstacle sérieux à la promotion d'une coopération plus étroite entre l'Europe et les pays Meda. Le pourrissement de la situation en Irak accroît les ressentiments du monde arabe vis-à-vis de l'Occident. La politique de Barcelone et celle du Voisinage ne semblent ni réussir à toucher les peuples du Sud : les populations et le secteur privé ne voient pas leur sort amélioré par des subventions européennes qui sont de plus en plus cantonnées à des aides budgétaires ; ni réussir à faire converger les intérêts des états-membres de l'UE, et encore moins de l'UE et des Etats-Unis dans la région.

1.5.2. L'ambiguïté européenne sur la question de la démocratie

L'UE a voulu imposer sa politique de démocratisation du haut vers le bas, par des actions bureaucratiques interétatiques qui en réalité confortent au Sud les régimes et les élites en place. L'attitude ambiguë du Nord n'est pas parvenue à faire en sorte que les pays de la rive sud de la Méditerranée s'impliquent davantage dans le processus de démocratisation et de réformes. L'attitude de l'Europe offre un argument pour remettre en cause le concept même de la démocratie aux yeux des sociétés du Sud. Celles-ci trouvent dans l'attitude européenne un double discours, le premier à destination des Européens eux-mêmes, aptes à vivre en démocratie et à l'exercer, et un second destiné aux populations du Sud pour leur signifier qu'elles ne sont pas mûres pour la démocratie - sauf les quelques élites occidentalisées, déracinées de leur propre société.

Cela y conforte cette opinion selon laquelle les pays européens ont pris à leur compte l'idée d'un choc religieux des civilisations, car ils sont prêts à soutenir des dictatures "laïques" ou anti-islamistes, pour peu qu'elles permettent d'éviter l'avènement de régimes islamistes, même s'ils sont issus des urnes comme ce fut le cas en Palestine - pourtant le seul pays arabe à avoir organisé des élections libres certifiées par des observateurs de l'Union européenne et des Etats-Unis. L'absence de soutien à la démocratie sur la rive sud tranche avec l'enthousiasme européen quand il s'est agi de soutenir des mouvements de population dans des pays appartenant à la même sphère religieuse ou culturelle : après les PECO, les révolutions colorées en Ukraine ou Géorgie ont bénéficié d'un soutien politique tranché, contrairement aux rares tentatives d'ouverture dans les pays du Sud de la Méditerranée.

1.5.3. Une approche européenne perçue comme cynique et sécuritaire

Le sentiment est fort au Sud que les pays de l'UE développent une démarche cynique, selon laquelle tant que le terrorisme reste confiné au Sud, ils peuvent s'en accommoder. Fondé ou non, ce sentiment d'une sécurité à double vitesse est perçu comme le moteur des démarches européennes en Méditerranée.

Beaucoup au Sud estiment que le fondement idéologique de la politique méditerranéenne de l'Europe est de sécuriser sa frontière au Sud par le contrôle des flux migratoires et de compléter ses besoins de main d'œuvre à travers une "immigration choisie". Le but essentiel des initiatives européennes apparaît être non pas de promouvoir les réformes, mais de tirer parti des bas coûts de main d'œuvre au Sud, de moindres préventions locales à l'égard des activités nocives pour l'environnement, et des circuits économiques de rente.

La question migratoire est particulièrement sensible, et l'absence de stratégie européenne dommageable, pour le Nord comme pour le Sud car les restrictions aux déplacements sont si pesantes qu'elles deviennent un frein au développement. Il s'agit pourtant d'un enjeu global bien identifié, à la fois dans le besoin de contrôle mais aussi dans son aspect positif. Il y a en effet un double changement :

Dans les pratiques : on passe des migrations aux mobilités, notamment dans le sens Sud-Nord et retours (salariés mais aussi investisseurs, touristes, retraités...) ; pour la période de 1990-2005, l'accroissement observé des migrations internationales s'est fait à 90% vers les pays développés, mais avec des échanges croissants avec les territoires d'origine.

Et dans leur interprétation politique : pour le Sud, on raisonne moins en termes de brain drain et de plus en plus en terme de brain gain par le retour au pays - si les allers-retours sont facilités - d'émigrés dont la mobilité a augmenté la compétence, ou encore par le phénomène des remises migratoires (elles approchent désormais 300 milliards de dollars par an dans le monde, une dizaine entre l'Europe et le seul Maghreb). Pour le Nord, les études menées aux Etats-Unis et en Europe montrent que les migrants ont un effet positif sur la croissance économique.

Les étrangers occupent une place croissante dans la population résidente de certains pays du Nord comme l'Australie (25%) ou le Canada (20%). Moins de 7% des personnes vivant dans l'UE15 sont des étrangers (dont moins de 1% d'illégaux), les nationaux des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée n'atteignant pas 3% de la population. Dans la population des Etats-Unis les étrangers comptent pour 15% (dont 4% de clandestins), les nationaux Mexicains représentant à eux seuls 8% de la population. Même l'Asie orientale est en train de coordonner ses différentes politiques migratoires nationales ; longtemps indigentes, les migrations intra asiatiques se développent et se banalisent.

Dans la compétition mondiale née de l'économie de la connaissance, plusieurs pays développés favorisent les migrants ayant des diplômes universitaires ou des qualifications professionnelles (“ de la course aux armements à la course aux cerveaux”). Or les diplômés sud méditerranéens se dirigent de plus en plus vers l'Amérique du Nord ou les pays du Golfe.

Et pourtant, le discours politique américain est encore plus rejeté par les populations sud méditerranéennes que celui des Européens, surtout depuis l'invasion de l'Irak.

1.6. Cinq scénarios pour la Méditerranée

1.6.1. Le pillage

- pas d'entente des pays de la rive sud, ni entre eux ni avec l'Europe; ils deviennent des confettis dans la mondialisation ;
- les pays du Sud disposant de matières premières sont des proies pour les grandes puissances et leurs entreprises, auxquelles ils résistent mal et de manière dispersée ;
- la corruption prolifère ;
- le brain drain s'accroît, contribuant au pillage des élites formées à grand frais par le Sud.

1.6.2. La pax americana

- le " plan Bush " réussit, la démocratie se répand, les islamistes jouent le jeu démocratique ;
- l'Iran renonce aux armes nucléaires ;
- les aides américaines et les accords bilatéraux avec les Etats-Unis contribuent à stabiliser les problèmes socio-économiques locaux ;
- les Etats-Unis maîtrisent politiquement et militairement les ressources énergétiques du Golfe et d'Afrique du Nord, et leur distribution vers l'Europe comme vers l'Asie ;
- les Européens suivent les orientations américaines dans la région.

1.6.3. Le chaos

- les Etats-Unis s'engagent davantage dans des opérations militaires qui tournent mal, y compris en Iran ;
- la menace terroriste s'accroît ;
- l'Arabie Saoudite éclate ainsi que le Liban et le Kurdistan ; les Etats-Unis transforment les nouvelles entités en protectorats ;
- le prix du pétrole s'envole, les conflits de l'eau se multiplient.

1.6.4. L'ordre islamique

- l'anti-américanisme se généralise, le sentiment de revanche contre les occidentaux devient l'idéologie commune ;
- les organisations islamistes se structurent, les partis islamistes prennent le pouvoir et imposent la charia ;
- Israël se voit menacé par les armes de destruction massive de l'Iran ;
- les relations Sud-Sud s'améliorent, sur la base de cette orientation anti-occidentale.

1.6.5. La reconnexion Nord-Sud régulée

- l'Europe parvient à s'entendre avec la rive sud sur un projet ambitieux et partagé ;
- le partenariat économique Nord-Sud contribue au redressement de la situation socio-économique au Sud ;
- la perspective d'une région intégrée sert de cadre à la résolution des conflits locaux. A l'heure où les échelles économiques s'élargissent, il devient possible de dépasser le face-à-face des conflits politiques locaux.

Lorsqu'il affirme que “ nous sommes condamnés à avoir un avenir commun. Nous ne pouvons rien contre les lois de la géographie (...). Par voie de conséquence, il y a quelque part une condamnation, une fatalité qu'il faut assumer positivement”, Bouteflika a-t-il raison ? Ou bien a-t-il raison uniquement pour la Méditerranée occidentale, tandis que la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient balanceraient entre les quatre premiers scénarios ?

“ Une région Nord-Sud commune, laboratoire d'une internationalisation réussie ”

II

LES VOIES POUR LE SCÉNARIO DE RECONNEXION RÉGULÉE NORD-SUD EN MÉDITERRANÉE

Trois éléments plaident pour le scénario vertueux. D'une part l'exaspération des peuples face à une mondialisation non maîtrisée, ce qui joue en faveur d'une véritable régulation régionale. D'autre part le succès économique des deux autres régions Nord-Sud, Amérique du Nord (Mexique compris) et Asie orientale, qui fait la démonstration des atouts stratégiques que sont la proximité et la complémentarité. Barcelone n'a pas entraîné d'investissements suffisants du Nord vers le Sud. Or l'intérêt du capital européen, après être descendu dans le Sud de l'Europe, est désormais de descendre au Sud de la Méditerranée. Les investissements européens sont mieux accueillis car les pays du Sud ont besoin de diversifier leur économie, en particulier ceux de ces pays qui vivent de la rente pétrolière, dont les réserves se seront épuisées dans une quarantaine d'années. Enfin les jeunes élites de la rive sud, formées aux réalités de la mondialisation, ont pris conscience que leurs pays n'ont pas pris le virage de la modernisation, au contraire de l'Amérique latine et de l'Asie orientale.

2.1. le nouveau contexte rend possible un avenir commun des deux rives.

Avec les accords de Barcelone, 1995 fut une grande année pour la Méditerranée, dans le contexte des accords d'Oslo (1993) et Taba (1995), et avec un large soutien de l'opinion publique. 2008 pourrait être une nouvelle grande année, parce que des intérêts forts sont en jeu et qu'il existe un consensus sur la nécessité d'aller plus loin que le Voisinage.

“ Les passions ne composent jamais ” disait Alexis de Tocqueville, “ les intérêts composent toujours ” disait Jules Michelet. En 2008, les intérêts bien compris deviennent supérieurs aux passions.

2.1.1. Intérêts géostratégiques

L'Union européenne a fait disparaître de son territoire la peur de la guerre et du communisme. Mais les peuples européens craignent une mondialisation qui serait impossible à réguler. Ils sentent que désormais l'Europe n'est plus le maître des horloges du globe, les pays arabes savent qu'ils ne gagneront rien à se

lancer dans une stratégie de revanche contre le Nord et qu'une alliance avec l'Europe peut leur donner les meilleures armes pour figurer parmi les gagnants de la mondialisation.

Le Sud ne peut pas affronter seul la mondialisation ; le partenariat économique avec la Chine n'est pas une alternative stratégique ; l'intégration panarabe n'a ni rationalité économique ni crédibilité politique. L'Europe de son côté doit s'appuyer sur ses voisins orientaux et méridionaux pour être plus forte sur la scène internationale ne serait-ce que sur le plan énergétique.

Pour la Méditerranée, l'alternative est claire : s'unir ou être marginalisée. C'est surtout vrai pour la rive sud, mais la rive nord elle aussi serait pénalisée par une insuffisante intégration régionale. Il s'agit d'apporter des réponses concertées et parfois communes face aux défis de la mondialisation.

La résolution du conflit au Proche-Orient est une affaire européenne. Les Européens, qui savent leur rôle historique dans la création de l'Etat d'Israël et qui ont des liens anciens et actuels puissants avec les pays du Proche-Orient, prennent conscience que le leadership américain ne peut y résoudre les crises.

2.1.2. Intérêts économiques

Ce qui manque sur la rive sud (organisation, méthodes, technologies...), on le trouve largement au Nord ; réciproquement ce qui manque sur la rive nord (marchés, jeunesse, matières premières...), on le trouve au Sud. Certes la Méditerranée n'est pas encore organisée comme région Nord-Sud, mais la dynamique - la logique du capital - est bien plus forte qu'en 1995.

Pour le moment, seule la Turquie est devenue une composante du système productif européen. Mais des investissements productifs européens commencent à se porter sur les pays de la rive sud, ce qui laisse penser qu'une intégration industrielle pourrait enfin naître, et qu'une meilleure complémentarité agricole n'est pas hors de portée.

2.1.3. Intérêts politiques

Le monde occidental, dominé par les anglo-saxons, risque de conduire à des impasses de développement : pollution, poids du court terme, spéculation financière, inégalités trop grandes... Il a besoin de nouvelles valeurs, que les pays de la rive sud peuvent contribuer à créer : solidarité, renoncement à la toute puissance, métissage culturel. Les leaders ont besoin de sens - “ les élites en quête de sens ” titrait Le Monde du 23 janvier 2008 sur Davos.

Ici la dynamique vient des élites émergentes qui, au Nord comme au sud, sont prêtes pour de nouvelles valeurs, partagées et non pas imposées - et notamment les élites qui vivent à cheval sur les deux rives et/ou ont une origine familiale partagée.

La somme de ces intérêts, géostratégiques, économiques, politiques, constitue un nouveau contexte. En travaillant au rapprochement économique, politique et culturel des deux rives de la Méditerranée, on pourra passer du choc des civilisations à une politique de civilisation. Le destin commun des deux rives n'est pas inévitable, il est possible, souhaitable, mais il faudra se battre.

2.2. Le rôle majeur de l'économie

2.2.1. Les rapports de forces internationaux se jouent de plus en plus sur le terrain économique

C'est sur ce terrain que la Chine a choisi de porter l'essentiel de son effort pour s'imposer internationalement. Elle a, dans le même temps, joué les cartes de la réforme économique, de l'ouverture internationale, et de l'intégration régionale en Asie orientale.

Par ailleurs l'entrée des services dans le champ de l'OMC, avec le problème que cela soulève quant à la gratuité et l'équité dans les services essentiels - eau, soins, éducation - transporte la question des modèles de société sur le terrain du commerce international.

2.2.2. L'économie rapproche, la politique divise, la culture différencie.

L'économie sert de plus en plus de levier de transformation des sociétés, et d'ancrage aux partenariats internationaux. Alors que la grammaire politique et diplomatique peut conduire à des blocages ou à des divisions, alors que la protestation identitaire contemporaine se saisit des questions culturelles pour mieux différencier les individus ou les sociétés, l'économie est un langage commun. En Méditerranée, l'approche économique est sans doute une bonne façon d'entraîner la démocratie. Plutôt que d'espérer imposer une fois pour toute la démocratie politiquement, peut-être est-il plus opérant de l'instiller par les instruments du développement économique et territorial : décentralisation ; mobilisation de la société civile ; participation des femmes ; contournement partiel des prérogatives étatiques par des agences dans les services essentiels - du reste souvent à la demande des Etats eux-mêmes, conscients de leurs limites.

2.2.3. Un nouveau modèle de développement durable Nord-Sud est nécessaire. La condition de ce partenariat nouveau, c'est que le Sud ne doit pas être réduit à un marché de consommation et de localisation des activités polluantes dont le Nord ne voudrait plus, ni à un lieu d'extraction des matières premières. Il faut mettre en place, de manière paritaire et en fonction des seuls avantages compétitifs des uns et des autres, le partage de la valeur ajoutée entre les deux rives et faire des pays de la rive sud une base productive pour la conquête des marchés mondiaux - les Dragons de demain.

2.3. Dépasser les ambiguïtés de l'ambitieux projet d'Union pour la Méditerranée

On doit au Président français d'avoir mis la Méditerranée en haut de l'agenda politique et de lui avoir donné une visibilité sans précédent. Un nouveau souffle, une nouvelle espérance deviennent possibles. Comme tout projet politique, il présente des avancées mais se heurtera nécessairement à des difficultés.

2.3.1. La valeur ajoutée du projet d'UpM

- Il situe le débat politique à un haut niveau, celui des chefs d'Etat ou de gouvernement
- la priorité est donnée aux projets ; ces projets sont fondés sur des solidarités de fait : la maîtrise de l'eau, le réchauffement climatique, les problèmes liés à la mondialisation - capital humain, migrations, énergie... ; ils seront en partie financés par le secteur privé
- l'UpM fixe un cap qui permet d'aller vers un partenariat " en profondeur ". Barcelone se limitait à l'instauration d'une zone de libre échange ; le Voisinage propose " tout sauf les institutions ", alors que l'UpM propose à long terme une véritable union politique, distincte de l'Union européenne et dotée de son organisation propre.

2.3.2. Les ambiguïtés portent sur :

- le périmètre de l'UpM
 - Faut-il se limiter aux seuls pays qui bordent la Méditerranée et ainsi exclure les deux tiers des pays de l'UE ? La question porte notamment sur l'Allemagne, qui a des relations économiques importantes avec les pays méditerranéens. Si l'Allemagne était exclue du premier cercle, cela ne ferait-il pas apparaître l'UpM comme une " compensation " pour les pays sud européens et notamment la France, de l'extension de l'influence européenne vers l'Est dont profite l'Allemagne ?
 - S'agissant de la mise en œuvre des politiques communes et des projets, faut-il commencer par la Turquie + la Méditerranée occidentale (proximité, éloignement du conflit du Proche Orient), ou bien viser une stratégie d'ensemble ?
 - S'agissant de la Turquie, il faudrait s'engager à ce que la participation à l'UpM ne soit pas un substitut à l'entrée dans l'UE.
- l'organisation de l'UpM peut-elle être :
 - une simple coopération intergouvernementale ?
 - une Coopération renforcée entre les pays membres de l'Union européenne, dans le cadre des institutions européennes ? Mais alors, comment travailler avec

des pays qui ne sont pas dans l'UE ? Les pays sud-méditerranéens accepteront-ils d'entrer dans une logique purement européenne (comme c'est déjà le cas avec le Voisinage), qu'il s'agisse de la fixation des normes ou des grandes orientations politiques, par exemple en matière de sécurité commune ? La PESC, qui monte en puissance avec le Traité simplifié, peut-elle être le cadre de référence pour les pays sud méditerranéens ?

· une organisation à part entière, distincte des institutions européennes ? Mais alors comment concilier les intérêts de cette Union pour la Méditerranée et ceux de l'Union européenne ?

2.4. La nécessaire innovation politique

2.4.1. Le cadrage politico institutionnel : condition ou résultat ?

Faut-il faire des questions institutionnelles des préalables au lancement de l'Union pour la Méditerranée, ou bien un résultat du nouveau partenariat, au bout de quelques années ? Il est sans doute impossible aujourd'hui de préjuger des instruments institutionnels de 2013 ou 2020. Par accumulation progressive des innovations et des actions, on finira sans doute, de manière pragmatique, à faire un tout cohérent.

Il est donc essentiel de commencer à travailler sur les projets avec ceux qui veulent avancer dans un ancrage réciproque et progressif des deux rives.

2.4.2. Maintenir les avancées de Barcelone et du Voisinage

Maintenir les avancées Euromed signifie :

- continuer à faire fonctionner les accords de Barcelone et le Voisinage, en concentrant les aides sur les soutiens budgétaires et les mises à niveaux des administrations ;
- accélérer l'accès à un statut avancé pour les pays du Sud qui le souhaitent ;
- maintenir le mécanisme de pré adhésion pour la Turquie.

2.4.3. Libérer les innovations ("une union de projets pour un projet d'Union")

- proposer quelques projets nouveaux et structurants pour l'ensemble des pays méditerranéens qui le souhaitent et y contribueraient (institution financière, eau, énergie, agriculture, protection civile...);
- soutenir la coopération décentralisée, à la fois parce qu'une grande partie de la délivrance de services universels au public (accès à l'eau, aux soins, à la formation...) est une affaire locale, et parce que la décentralisation est une des voies de la démocratisation ;
- soutenir les efforts des sociétés civiles visant à rapprocher les deux rives ;
- lancer la Coopération renforcée si les pays européens concernés le souhaitent ;
- élargir dès maintenant aux pays de la rive sud qui le souhaitent les politiques européennes, notamment la PAC révisée et la Politique de cohésion, les programmes de recherche, les réseaux de transport, de télécoms et d'énergie...;
- en tant que de besoin, envisager des institutionnalisations légères par projet quand cela est nécessaire : Agence méditerranéenne de l'eau (afin de mieux coordonner les divers organismes méditerranéens qui travaillent dans ce domaine), Agence Méditerranéenne de la santé...

Il s'agit de créer une dynamique en ouvrant large le champ des possibles, en fonction des choix politiques de chacun des pays de la Méditerranée, tout en maintenant les avancées de Barcelone et du Voisinage.

2.4.4. Trouver les financements nécessaires

Si on se concentre sur des projets concrets, leur financement proviendra des entreprises et des institutions financières. Pour certains de ces projets, qui relèvent d'une politique publique (eau, énergie, aménagement du territoire, santé...), il sera nécessaire de dégager des financements publics qui pourraient provenir :

- des Etats intéressés ;
- du budget de l'Union européenne si celle-ci, dans son ensemble, y trouve un intérêt ;
- de l'institution financière dédiée à la Méditerranée, adossée à la BEI, et qui opérerait la synergie entre financements privés et publics.

2.4.5. Donner l'initiative aux élites émergentes du Sud

La force d'inertie des régimes de la rive sud actuels constitue, à elle seule, un formidable frein à toute démarche de construction d'un ensemble régional. Une mise à niveau politique et institutionnelle de ces pays doit passer par l'émergence de nouvelles élites, imprégnées à la fois de leurs responsabilités envers leurs pays, des bouleversements que connaît le monde, et de la conviction que la Méditerranée peut donner naissance à un ensemble complémentaire. Ce sont elles que l'Europe doit soutenir en priorité à travers l'Union pour la Méditerranée.

2.5. retrouver les chemins de la confiance et fixer le cap de la démocratisation

S'engager dans le projet d'Union impose de rétablir un climat de confiance entre les deux rives, aussi bien envers les décideurs qu'envers les sociétés. Des actions symboliques fortes, comme une percée dans le règlement de la question palestinienne, le lancement de projets communs d'envergure à impact concret en faveur des sociétés du Sud, peuvent provoquer le déclic nécessaire pour répondre à l'attente forte au Sud. Le projet doit être suffisamment attractif pour inciter les pays de la rive sud à engager les changements nécessaires pour l'accompagner, à l'exemple des aménagements politiques et institutionnels engagés en Turquie dans la perspective de son adhésion à l'Union européenne.

Au-delà des régimes en place, le projet doit intéresser les entreprises, les citoyens, les élites politiques et intellectuelles émergentes, et créer une forte pression sur les dirigeants du Sud pour les amener à s'engager dans le mouvement de construction de cet ensemble. Cela passera-t-il par des conditionnalités pour adhérer au projet ? Si le projet est suffisamment attractif, pourquoi pas ?

Par sa complexité, le projet ne peut avoir qu'une finalité politique. Il doit rechercher de nouveaux consensus nationaux dans les pays du Sud, ou contribuer progressivement à les créer. C'est cette ambition d'une région commune régulée et imposant des résultats dans le processus de démocratisation, qui donnera à l'UpM la crédibilité auprès des acteurs du renouveau au Sud.

Par ailleurs, un long travail de vérité sur les relations euro arabes est nécessaire. Il s'agit de dépasser les ressentiments, malentendus, clichés, qui nuisent au retour de la confiance. Les historiens, les enseignants et les chercheurs ont un énorme travail de connaissance et reconnaissance à faire, en particulier sur la colonisation, sur la période post-coloniale. Les Mexicains et les Américains ont commencé à le faire depuis une dizaine d'années, les pays riverains de la Méditerranée doivent approfondir leur connaissance réciproque.

2.6. Les décisions pour le Sommet du 13 juillet

Les projets qui devraient être soumis au Sommet devraient être peu nombreux, stratégiques, utiles aux populations ; à géométrie variable ; fondés sur des solidarités de fait.

2.6.1. La première institution à créer par le Sommet : l'institution financière

Cette priorité vient de ce qu'elle est l'outil central :

- de financement des projets de l'UpM ;
- de soutien au crédit pour les PME de la rive sud ;
- de mutualisation des risques des investissements transméditerranéens lourds ;
- de massification des remises migratoires transméditerranéennes et de leur orientation vers l'investissement productif ;
- d'un espace financier assurant la fluidité de tous les types de transferts financiers transméditerranéens.

2.6.2. Les projets prioritaires à haute signification symbolique et forte portée pratique

- Investissements à long terme : charte de sécurisation des contrats à long terme ; création d'une cour méditerranéenne d'arbitrage des contentieux entre entreprises et pouvoirs publics ; promotion du partenariat public-privé ;
- Eau : financer l'accès à la ressource ; financer l'assainissement et - enfin ! - la dépollution de la Méditerranée ; créer une Agence Méditerranéenne pour une politique commune de l'eau ; diffuser au Sud la culture de l'anticipation pour faire face au changement climatique ;

- Agriculture : faire adopter un pacte agricole et agroalimentaire pour promouvoir les produits méditerranéens face à la concurrence mondiale ; mieux partager la valeur entre les deux rives et faire entrer la Méditerranée de plain pied dans la bataille agroalimentaire mondiale ; assurer le développement rural au Sud ;
- Energie : assurer la sécurité énergétique européenne et de la rive sud, bâtir des partenariats industriels durables notamment avec les pays de la rive sud producteurs d'hydrocarbures ; faciliter l'accès du Sud aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- Mobilité et formation professionnelle : assurer à la fois le contrôle et la valorisation des mobilités (visa européen et sud méditerranéen pour les cadres de l'économie, de l'administration et de la société civile ; " migrations qualifiantes ") ; lancer un agenda méditerranéen de la formation professionnelle ;
- Protection civile : coordonner les politiques nationales et mutualiser les moyens d'action en matière de risques naturels, technologiques et liés à la main de l'homme ;
- Prospective Méditerranée 2030 : élaborer, en commun, une vision partagée de notre destin à vingt ans.

Il s'agit de définir ensemble des régulations régionales Nord-Sud communes en matière de mobilité et de contrôle des migrations, de marché agricole, de protection des consommateurs et de l'environnement, de marché financier...

La remise en cause de l'hégémonie du dollar comme monnaie internationale et notamment le choix de certains producteurs d'hydrocarbures de ne plus libeller leurs ventes en dollar, ouvre des perspectives à la régionalisation monétaire. En Asie orientale, la coopération monétaire et financière est d'ailleurs le premier domaine choisi par les Etats de l'initiative Chiang Mai (Asean+3) pour l'intégration régionale. Pourquoi ne pas l'imaginer dans le cas euroméditerranéen ?

2.6.3. les autres projets

- Santé : créer une Agence méditerranéenne de la santé pour la promotion de la santé publique au Sud, la promotion des coopérations transméditerranéennes

- (coopération dans le cancer, politique du médicament...), sélectionner les projets, assurer la transparence de l'allocation des fonds, évaluer les résultats ;
- Aménagement du territoire: l'aménagement du territoire sous ses deux formes : grandes infrastructures et développement local, constitue une priorité pour la rive sud, afin d'éviter de trop grandes disparités, un exode rural massif alimentant une émigration intérieure et extérieure non soutenable, et afin de ménager des territoires économiquement efficaces (technopôles...).

2.6.4. Le soutien aux réseaux professionnels

La participation de réseaux professionnels transméditerranéens est indispensable à la fois pour faire fonctionner ce marché régional, et contribuer à en élaborer les règles. Il faut :

- reconnaître les associations qui existent : Euromed Postal, Médélec (distribution d'électricité), l'Association méditerranéenne des agences nationales de conservation de l'énergie (Medener), l'Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises, l'Euromed des syndicats, la Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen, l'Association de Radiothérapie et d'Oncologie de la Méditerranée, la Commission Interméditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes,... Une attention particulière devra être apportée à la plateforme non gouvernementale Euromed qui rassemble une centaine d'associations de la société civile méditerranéenne ;
- soutenir celles qui naissent : l'Euromed de la Protection Civile, Euromed Permanent University Forum et la Déclaration de Tarragone (initiée en 2005 par une cinquantaine d'universités des deux rives), un Med-Capital (dans le domaine du private equity), un Med-Fer (ferroviaire), un Med-Urba (agences d'urbanisme), la coordination régionale des agences nationales de sécurité sanitaire des aliments...

2.6.5. Le lancement de la Fondation du Monde Méditerranéen

Elle sera l'outil pour le brassage des élites économiques, pour la conception commune des nouveaux projets, et pour le lobbying économique. Cette fondation

serait de droit privée mais d'intérêt public, le siège sera à Paris mais avec une grande manifestation annuelle alternativement sur la rive nord et sur la rive sud.

2.6.6. Les futurs projets, à préparer pour le prochain Sommet de la Méditerranée

- l'économie de la connaissance. Il s'agit de faire des questions de formation la priorité absolue (formation professionnelle, formation des maîtres, lutte contre l'analphabétisme, réseaux universitaires...).
- L'aménagement du territoire: transport, localisation des ports en eau profonde, logistique, équipements structurants, développement urbain...

* * *

S'agissant des relations Nord-Sud en Méditerranée, les deux décennies qui viennent seront déterminantes pour des raisons qui tiennent beaucoup à la fin de la transition démographique sur la rive sud, dont les jeunes actifs arrivent en grand nombre sur le marché du travail sans avoir une charge excessive ni d'enfants ni de seniors. Leur mobilisation potentielle est considérable, soit pour le développement soit pour la confrontation. Or les décideurs des deux rives balancent entre la nécessité d'innover et la tentation du repli. Pour le moment, ce sont la Chine et les pays du Golfe qui en profitent sur le terrain économique, en s'insinuant dans ce trou d'air. Et ce sont les forces de la confrontation qui l'emportent sur le terrain politique.

Le temps est donc venu d'un plus grand investissement politique entre Nord et Sud de la Méditerranée. Côté européen, il faut, comme le souligne l'appel de Rome entre lancé par la France, l'Espagne et l'Italie, faire davantage, mais aussi prendre en compte les critiques de Barcelone et du Voisinage adressées par les pays du Sud afin de rendre la coopération paritaire, et trouver une articulation efficace avec la politique méditerranéenne de l'UE. Côté Sud, il faut faire le choix de l'accélération des réformes, assumer politiquement et financièrement le partenariat avec les Européens, et faire avancer les nombreux dossiers qui

freinent le partenariat Sud-Sud. Enfin pour le Nord comme pour le Sud, il convient de s'écarter des exercices abstraits ou déclaratoires, pour se consacrer à des projets concrets et adopter ensemble une stratégie ambitieuse pour l'intégration régionale.

Cette stratégie doit conduire à une régulation politique commune, à travers un même référentiel démocratique, comme l'Europe a su l'établir avec les Balkans ou la Turquie. A ces conditions, le projet d'Union pour la Méditerranée représentera pour les pays du Sud une opportunité capitale : c'est la seule démarche novatrice susceptible de les entraîner positivement vers la mondialisation. Ils y jouent donc leur devenir, soit pour s'engager dans un processus susceptible de leur ouvrir les portes de la modernité, soit pour maintenir l'impasse dans laquelle ils se trouvent et entretenir la régression politique et sociale dramatique pour leurs sociétés. Le succès du projet est important pour la rive nord, il est vital pour la rive sud.

ANNEXES

1. Les hydrocarbures arabes sont plus importants pour l'Europe (et le Japon) que pour les Etats-Unis.

Part de la consommation énergétique approvisionnée en hydrocarbures du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord :

	consommation énergétique primaire (Mtep, 2006) (a)	hydrocarbures depuis Moyen-Orient Afr. du Nord (Mtep, 2006) (b)	ratio de dépendance (%) = (b)/(a)
Europe	1 838	327,0	18
Etats-Unis	2 326	154,1	7
Japon	520	228,1	44
Chine	1 698	78,0	5

“ Moyen-Orient ” : Iran compris

Source : BP statistical review 2007

2. PIB et population des régions euroméditerranéenne, américaine, et Est asiatique en 2004 :

	PIB (milliards \$)	Population (millions)	PIB par habitant (\$)
Europe occidentale	9 500	390	24 430
Est: nouv. Etats membres (a)	420	70	5 710
Est: voisins (b)	560	270	2 060
Sud: voisins (c)	1 370	410	3 380
Total région	11 900	1 140	10 410
Etats-Unis+Canada	12 600	330	38 670
Amérique latine et Caraïbe	2 320	550	4 260
Total région	14 900	870	17 120
Japon+Australie+N. Zélande	5 900	150	39 010
Dragons (d)	1 310	80	16 000
Asie orientale + Pacif. en dévt	2 620	1 870	1 400
Total région	9 800	2 080	4 580

(a) sauf Chypre et Malte

(b) Balkans occidentaux, NEI occidentaux et Russie

(c) Afrique du Nord, Machrek, Iran, Irak, péninsule arabe, Turquie et Israël

(d) Hong Kong, Singapour, Taiwan, Corée du Sud

Source : Banque mondiale

3. Démographie (millions d'habitants) :

	1976	2001	2025 (projection)
Europe occidentale (y c. Grèce)	361	390	394
PECO	60	65	63
Balkans européens	55	58	58
NEI	83	87	85
Russie	135	145	137
Afrique du Nord (y c. Egypte)	80	145	200
Proche Orient (y c. Turquie)	58	102	142
Moyen Orient (Irak, Iran)	46	88	118
Péninsule arabique	18	48	87
Total région	896	1 128	1 285
Japon	113	127	117
Etats-Unis	218	284	346
Monde	4 132	6 134	7 818

Sources : Banque mondiale et Ined

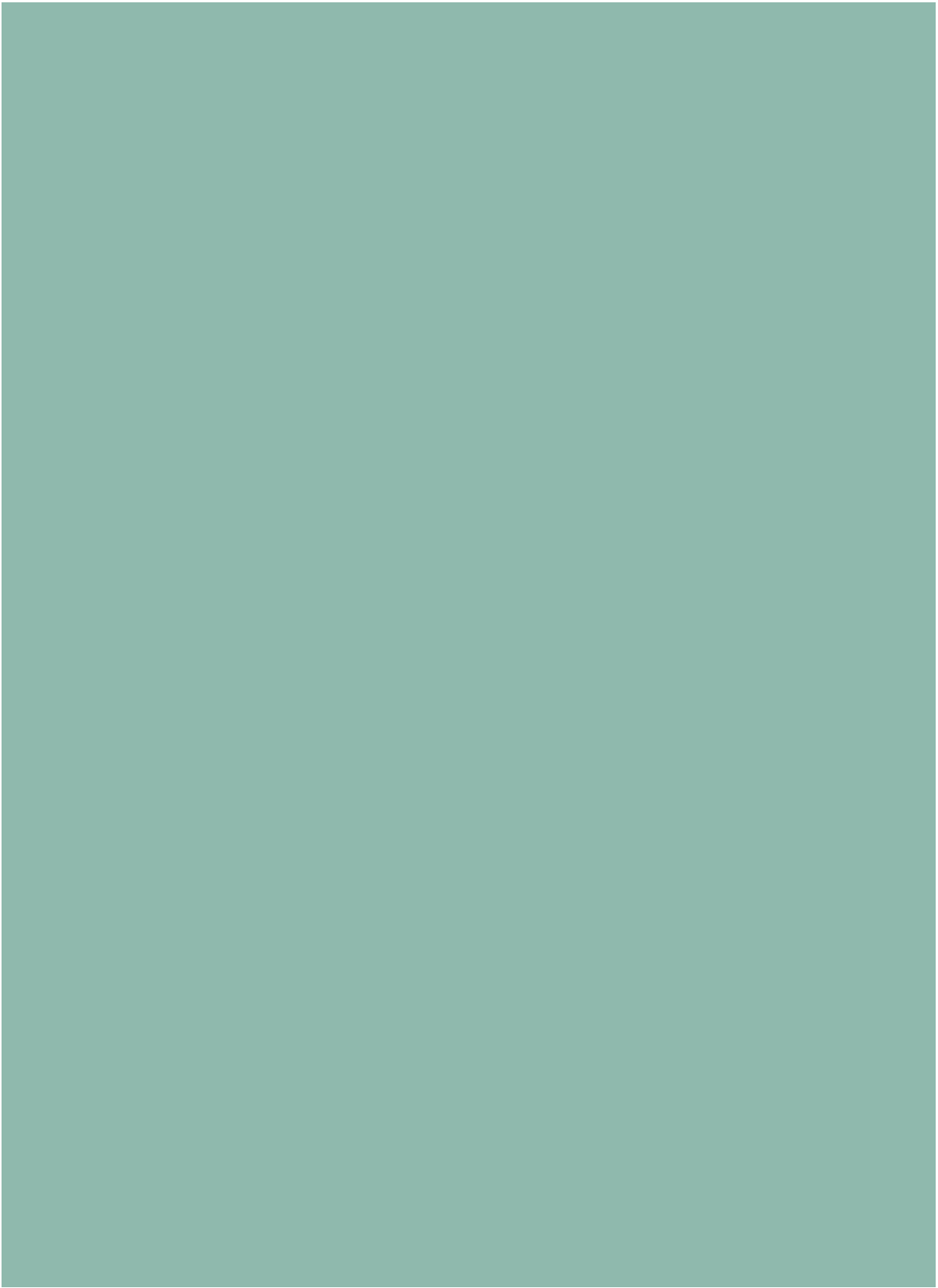
“ Le Comité de parrainage
politique d’IPEMED ”

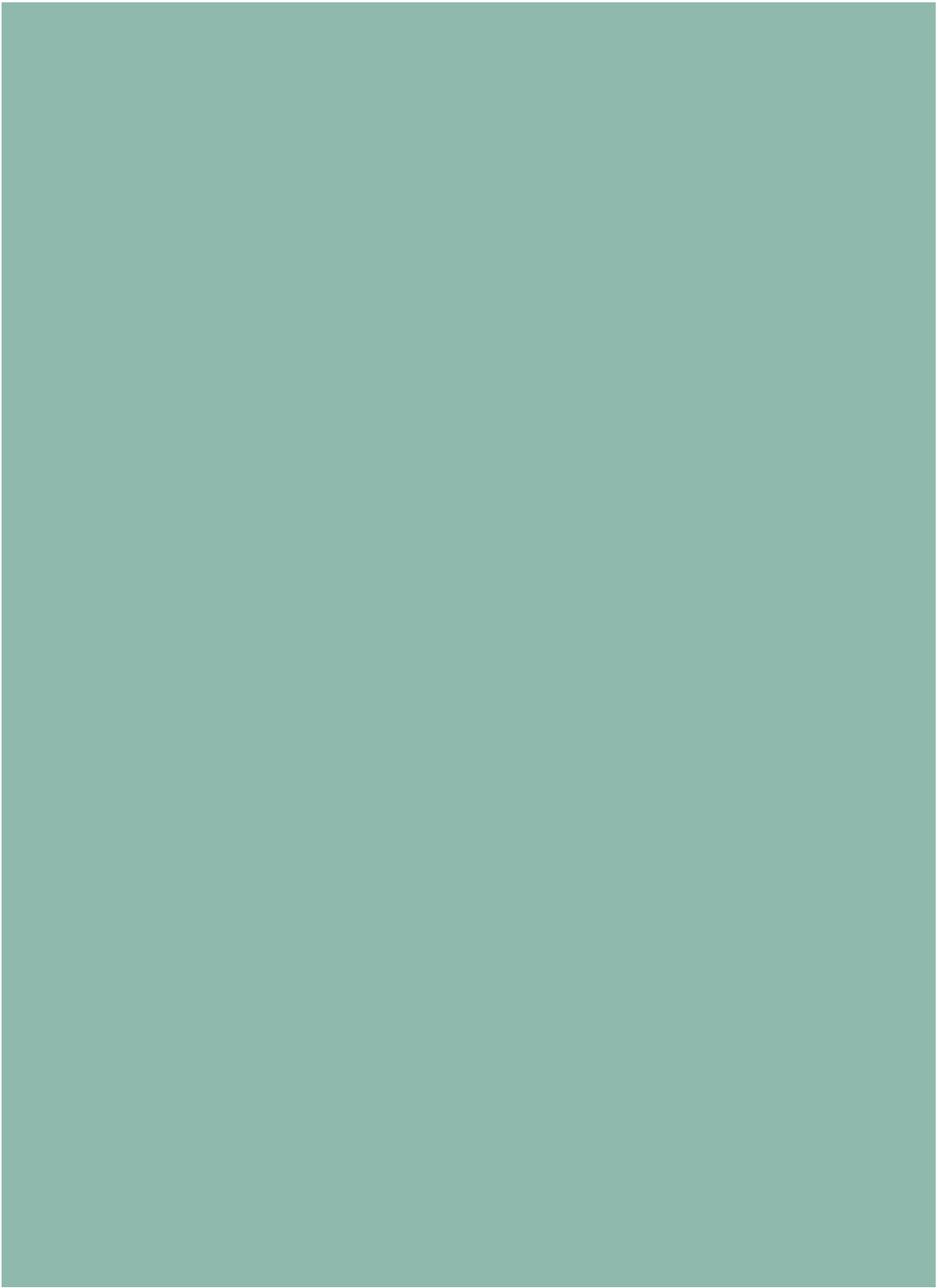
Pour soutenir son action et contribuer à son rayonnement, IPEMED a mis en place un comité de parrainage politique. Composé d'éminentes personnalités politiques ou de la société civile, il illustre, à l'image de l'ensemble des organes de gouvernance d'IPEMED, la parité Nord-Sud qui fait la spécificité et la force d'IPEMED. Il est également dépourvu de toutes attaches partisans. Il se réunit au moins une fois par an et ses membres sont désignés par le conseil d'administration d'IPEMED.

Participent aux travaux du comité de parrainage politique :

- M. Yasser ABD RABBO, ancien Ministre, chef de la Délégation palestinienne pour les accords de Genève
- M. André AZOULAY, Conseiller de S.M. Le Roi du Maroc, Président de la Fondation Anna Lindh
- M. Yossi BEILIN, Ancien Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Ancien Ministre de la Justice
- Mme Emma BONINO, Députée au Parlement Européen, Ancienne Ministre du Commerce d'Italie
- M. Georges CORM, Ancien Ministre des Finances du Liban
- M. Kemal DERVIS, Ancien Ministre des Affaires économiques et financières de Turquie, administrateur du PNUD
- M. Joschka FISCHER, Ancien Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne
- M. Felipe GONZALEZ, ancien Président du gouvernement espagnol
- Mme Elisabeth GUIGOU, ancienne Ministre de la Justice de France
- M. Abderrahmane HADJ-NACER, ancien Gouverneur de la Banque d'Algérie
- M. Mouloud HAMROUCHE, ancien Premier Ministre d'Algérie
- M. Alain JUPPE, ancien Premier Ministre français
- M. Robert MALLEY, ancien Conseiller du Président américain pour les affaires arabo-israéliennes
- M. Fathallah OUALALOU, ancien Ministre des Finances du Maroc

- M. Ely OULD MOHAMED VALL, ancien Président de la République de la Méditerranée
- M. Chris PATTEN, ancien Commissaire Européen, chancelier de l'Université d'Oxford
- M. Josep PIQUE, ancien Ministre des Affaires étrangères d'Espagne
- M. Romano PRODI, ancien Président du Conseil italien et ancien Président de la Commission Européenne
- M. Panagiotis ROUMELIOTIS, ancien ministre de l'Economie et des Finances de Grèce, Président du Conseil d'administration d'IPEMED
- M. Ismaël SERAGELDIN, ancien vice-Président de la Banque Mondiale, Directeur de la Bibliothèque d'Alexandrie
- M. Hubert VEDRINE, Ancien Ministre des Affaires étrangères de France





INTRODUCTION

Economic development is at the heart of IPEMED's mission. Yet there are major geopolitical stakes in the Mediterranean, for both its peoples and the world as a whole - stakes that cannot be ignored, since they are determining factors in the future success of this regional economic project. For this reason, the Institute has set up a Political Sponsorship Committee. The Committee has a double mission: to clarify the Institute's action through its political analysis of the regional situation, and to help promote its economic recommendations to political decision-makers. In line with IPEMED's principles and practices, Committee members are equally balanced between North and South.

This latest issue of *Constructing the Mediterranean* presents the texts of the Committee's meeting held in April 2008, comprising a preparatory note jointly edited by the IPEMED team, and an Open Letter to the Heads of State for the Union of the Mediterranean, which was the result of the Committee's debates and was published in the French, English and Arab-speaking press. The context is worth remembering: this was several months prior to the Summit in Paris on 13 July, during a period when many analysts thought a Summit would not take place, or that if it did, few would attend, as had been the case in Barcelona in 2005 on the occasion of the Barcelona Process's tenth anniversary.

IPEMED has assumed its role. In its preliminary note on regional geopolitics, it underlined how vital it is to Euro-Mediterranean economic integration that countries from North and South become deeply rooted through a significant political initiative like the Union for the Mediterranean. The members of its Political Sponsorship Committee have assumed theirs too, in making a clear appeal to state leaders from North and South to not only cement this Union, but also rapidly commit themselves to projects central to its success in domains like water, energy, agriculture and mobility.

A few months after the Paris Summit, these texts have taken on a new dimension. The war in Gaza is a reminder to heads of State that they need to adopt a common position on the Middle East conflict. The Committee appealed to European authorities to resume an active role in the Arab Peace Process - a recommendation that has become all the more relevant since the recent tragedy in Gaza. The financial crisis - the fruit of speculation, easy money and short-sightedness - reminds corporate managers that North-South partnerships should be urgently set up to point the region towards investment in sustainable production. The crisis proves how right these texts were in calling for common policies in strategic sectors, for North and South Euro-Mediterraneans alike.

Panagiotis ROUMELIOTIS

President of IPEMED

“ Open letter
to the Heads of State
of the Union for
the Mediterranean ”

July, 2008

As leaders and citizens from both sides of the Mediterranean, and following our meeting in Paris on 3 and 4 April 2008 under the auspices of the Institut de Prospective économique du Monde méditerranéen, we welcome the Union for the Mediterranean's approach.

A historic turning point for Europe and the South

At last, an approach exists for facing up to the challenges of globalisation. The regions that prosper are those that succeed in uniting North and South. NAFTA in North America and ASEAN+3 in East Asia bring together northern countries with their technology and know-how, and emerging countries whose economies are expanding at full speed.

The Mediterranean has dropped behind in terms of regionalisation, and is now at a turning point. It faces changes in four major areas: energy, climate, demographics (ageing in the North and the end of demographic transition in the South), and politics (activation of a new social contract in the North, democratic progress in the South). We have thirty years to successfully negotiate these changes together. The alternatives are clear: either we unite, or become marginalised. You do not predict the future, you prepare for it and build it. We must start that process now.

The Mediterranean region currently suffers from a cruel lack of political plans for the future. In Barcelona in 1995, the European Union and the Southern countries launched an ambitious project for a Euro-Mediterranean partnership aimed at securing economic cooperation, political stabilisation and cultural exchange. That partnership is now a reality, and we can use it as a foundation for further integration. But its achievements to date have been inadequate. The region is treading water.

The lack of vision for a common future for North and South means that investors are reluctant to invest, joint public policies are slow to get off the ground, and risks are mounting. Delays are increasing: Europe is dropping behind the global leaders, and the South behind the emerging markets of Asia and the Americas.

The region lacks strategic clarity: at times Europe is tempted to focus its priorities elsewhere, or the Southern countries to turn away from Europe and towards other partners. In today's increasingly competitive world, Europe and the Southern countries have a major common interest: that of defining a common sustainable development strategy and creating the political means to carry it out. Only strong political backing can ensure long-term success for the Union for the Mediterranean. A new impetus for the North-South project would take it further than a simple neighbourhood approach or free trade zone. The Union for the Mediterranean can trace out a common destiny. We are a Union, and we must rise to that ambition.

Conditions for success

The Union for the Mediterranean does not bring the Barcelona Process to an end, it enriches it. Euromed has achieved a tangible set of results: macroeconomic stabilisation, structural reforms and convergence between North and South are well and truly under way. The challenge now is to bring that process to a new level.

That new level has a name: North-South parity. Parity in our collective vision for the future, parity in the elaboration of projects, and parity in decision-making. The time has come to get beyond the Southern perception that Europe sets the rules and the South has only to sit up and listen.

European populations will need to be shown that the Union will not mean massive financial aid for the South, or the immediate opening up of Europe's frontiers. They need to be reminded that Europe is not threatened by the poor, but by humiliated inhabitants excluded from rule of law and development.

The Union for the Mediterranean is not a back door for the accession of the Southern countries to the European Union. Nor is it intended to be a substitute for Turkey's negotiations with the European Commission. It is not intended either to supplant the advanced status negotiations with Morocco, Israel and Egypt.

The Union for the Mediterranean needs to get its message across to the populations of the South. It needs to avoid being perceived as just one more multilateral organisation, and to show the peoples of the South that there is a rightful place reserved for them in the world of tomorrow. The Union for the Mediterranean needs to be focused on concrete and tangible projects that bring together civil society stakeholders and businesses.

If Europe is to be seen as a credible partner by the populations and governments of the Southern countries, it will need to restore its political credibility through a common foreign policy that lends it a distinct voice from other world powers.

If the Southern countries are to be seen as credible partners by the North, they will need to forge closer links and do away with the notion that each can go it alone. Why are they so reluctant to forge closer links? The Union for the Mediterranean will only be meaningful if the countries of the South strive to achieve economic integration and reduce obstacles to the free movement of goods and people. Southern countries must stop looking North and start taking a closer interest in their neighbours.

Governments in the South need to be aware of the expectations of the North and their own populations in terms of sustainability of their institutions, rule of law, governance, and predictability.

We also call upon the members of the Union for the Mediterranean to move on from the painful issues that have dogged relations in the past. These issues should be dealt with in a bilateral framework. The Union for the Mediterranean is not intended as a forum for complaint and reciprocal finger pointing; it is intended rather as a framework for meeting each other half way, for dialogue, and above all, for projects anchored in the future. It is the future that must set the tone for the leaders of the Union.

Tasks at hand

Time is running out. The Union for the Mediterranean needs projects that will be sufficiently ambitious to break the vicious circle of security-centred approaches, authoritarianism, and the restriction of liberties in the name of the fight against fundamentalism. The Union needs also to break the vicious circle of rental incomes (oil, tourism, real estate) that have marked North-South economic partnership in the Mediterranean. And it must break with the insecurity that undermines development in the South: insecurity of infrastructure and people, fear for the future and the countries' elite.

The first task is to restore political credibility. Europe's political credibility - by ceasing the swing from anti-Americanism to pro-Americanism, and defining a common policy on the Mediterranean. The Middle East is the most urgent challenge at hand. Europe needs to strongly state its attachment to international law and universal values by demanding the implementation of Security Council resolutions and calling a halt to actions aimed at confining the Palestinian civilian population. Europe can and must convene an international peaceconference based on the Arab peace initiative presented by Prince Abdullah of Saudi Arabia, adopted by the Beirut Arab Summit of 2002, and recently reactivated by the Riyadh Summit of the Arab League. The timing is right, the international community is counting on it, and the Euro-Mediterranean partnership would stand to gain in legitimacy and depth. Europe should also begin accession procedures for the entire island of Cyprus.

The South's political credibility - by speeding up reforms to improve legal and democratic environments. All other regions are making progress in these domains, so why not ours? As they move towards the rule of law and set up transparent and sustainable institutional frameworks, Southern countries should welcome administrative twinning arrangements, as countries did in Central and Eastern Europe before them. They could then overhaul their administrations in the space of a decade. Finally, Southern countries need to propose strong political

initiatives in South-South relations, such as reopening borders between all countries in the region, and the free circulation of people and goods.

The second task is human development. A priority for countries of the Union for the Mediterranean should be to open up a taboo-free dialogue on population mobility. The countries of the North need to understand that mobility is a key issue in the South. Populations there are highly resentful of the obstacles to free movement towards Europe, at a time when new selective migration policies are depriving them of their elites. It is hard to speak of a Union to populations who are forced to stay at home. If they cannot be mobile, regional integration has no real meaning for them. Likewise, the Union for the Mediterranean will fall flat on its face if students, businesspeople, artists and intellectuals are prevented from travelling freely to Europe. There is a huge amount of personal and collective energy to be harnessed in the South, provided that these people are free to travel as they need. All of this would, of course, be accompanied by joint mobility control measures, which would eliminate the need for a security-based approach.

Human development in the South will require the creation of substantial healthcare partnerships (medical and pharmaceutical cooperation) and, most importantly, training partnerships. Illiteracy rates in some Southern countries, particularly among women, will make it impossible for those countries to enter the knowledge society if nothing is done to address the problem. The region needs a major and common policy to enable it to make up for the huge gap that separates it from the emerging countries of the Americas and East Asia.

The third task is joint development projects. The countries of North and South need to find common ground and urgently launch sustainable development projects: a Mediterranean policy on access to water and sanitation to meet the challenge of global warming and pollution in the Mediterranean; an energy security programme for North and South alike, focusing on the supply of energy sources and the creation of industrial partnerships; a food, agriculture and rural pact, to take

advantage of complementary factors in agriculture and climate between Europe and the South, and to rise to the challenge of the current food crisis, which looks as though it may be here to stay. The lynchpin will be a financial institution dedicated to the Mediterranean, along the lines of the bank created by Europe for the Eastern European countries. Its role will be to harness migrant remittances and sovereign funds from the Gulf States.

Enterprise will have a key role to play in this joint development. Businesses in the South must be willing to open up to international partnerships, and accept the risk of foreign companies gaining access to their domestic markets. Companies in Europe will need to stop seeing the Southern countries as mere sources of raw materials, or consumer markets, or simply venues for off-shoring low-cost activities. They should look to the example of Japan and its Asian Tigers, and begin seeing Southern countries as potential partners in the conquest of world markets. They need to find a new way of sharing added value with the South based on the sole criteria of efficiency and competitive advantage. The overarching objective will be to create the industrial base that will help our countries preserve and expand their economies and meet the globalised challenges of the knowledge economy. In the space of fifteen years, the countries of the South have the potential to become the Tigers of Europe.

* * *

Heads of State and Government, you are to meet on 13th July at the Paris Summit for the Mediterranean. The Union for the Mediterranean will be the only item on your agenda. It will be in your power alone to ensure that on that date, the North and South shores of the Mediterranean can finally begin their journey towards a bright future. You know that it is within your grasp to create a Union in which all of our populations can benefit from progress. We call upon you to summon the courage to turn the Summit into the beginning of a historical process of integration. As you well know, time is running short. The ball is in your court.

Our thanks go to Akram Belkaid and Erik Orsenna for their valuable input.

“ A shared North-South region,
a testbed for successful
internationalisation ”

“What a touching spectacle will be offered by humankind when, along the shores of the Mediterranean, where civilisation emerged through the clashes of so many fleets and the struggles between so many rival cities, when along those shores Europe, Africa and Asia, as though ranged around an immense and magnificent chalice wherein they partook not but rather sullied with their blood, will henceforth hold out the hand of friendship to one another, live in peace with one another, and through that sublime harmony symbolise the universal brotherhood that we have founded.”.

Emile BARRAULT

Le Globe (journal des Saint-Simoniens)

16th January 1832

This text served as an introduction to the geopolitical seminar organised by IPAMED in April 2008 in Paris. It began by looking at the Mediterranean region in the light of its key geopolitical and geo-economic challenges (1), and then outlined the most positive scenario for North and South (2).*

* For the purposes of this document, “Southern” countries means non-European countries bordering the Mediterranean plus Jordan and Mauritania. The term “region” sometimes also includes Iraq; “Middle East oil producers” includes Iran here. This aim is not to establish geographical boundaries, but rather to identify where the general axes of power lie in Europe’s partnership with its southern neighbours.

"A shared North-South region, a testbed for successful internationalisation"

I

THE MEDITERRANEAN AND THE CHALLENGES OF GLOBALISATION

Any propositions for Mediterranean geopolitical scenarios based on the principle of a clash between Western influence and Islam are a ratification of Samuel P. Huntington's analysis. It is easy to agree with this simplistic "clash of civilisations" theory, but are we capable of coming up with something better than market democracy for bringing the North and South of the Mediterranean together (§1)?

A second question is whether the Mediterranean's future really does lie in North-South integration. After all, aside from securing oil supplies and controlling migration, Europe does not appear to consider integration to be of strategic importance. The US, on the other hand, is pursuing its own strategy - it may be a losing strategy, but it is a strategy all the same (§2).

And a third question is whether even the idea of a North-South region is relevant. Before defending a rapprochement between North and South in the Mediterranean, we should look at the issue of the regionalisation of globalisation. In what ways could regional integration provide a response to geopolitical challenges (global governance, climate change, energy, nuclear proliferation, water, agricultural prices, currency issues, etc.) and serve as a bedrock for the long-awaited settlement in international relations? How would integration between the two shores of the Mediterranean be more beneficial to Europe than closer integration with the East? Although the economic dynamism of NAFTA and East Asia are arguments in favour of North-South regional integration, there is no evidence suggesting that the same template could be applied to the Mediterranean (§3).

Moreover, there have been numerous and persistent inconsistencies in North-South economic relations in the Mediterranean (§4); EU action in the context of the Mediterranean partnership swings between cooperation and indifference, sometimes veering into cynicism (§5). The result is that of the five scenarios imagined for the future Mediterranean, only one involves reintegration between North and South (§6).

1.1. "Clash of civilisations" and market democracy, or "policy of civilisation"?

In the context of international relations doctrine, two major approaches merit discussion:

We should reject the notion of a "clash of civilisations", and particularly the West vs. Islam. Civilisations are not eternal, and should not be characterised in terms of religion, since it is not religion that defines a civilisation or sets it apart. Nor is it a proven fact that the conflict between the West and Islam will persist in the distant future. Before using the democratic model as a ready-to-use formula we need to adapt it. Democracy, an open economy, and respect for human rights are correctly seen as universal objectives, but they need to be implemented in ways that are in tune with local differences and more importantly assumed by the peoples of the countries concerned, based on a set of principles that are not up for discussion.

The notion of a "clash of civilisations", combined with the desire to impose market democracy regardless of the price (which quickly boils down to classical imperialist practices) will end in deadlock. US meanderings in places like Iraq and Lebanon are a good example: simplistic analyses see "pro-Syrian" and "pro-Iranian" factions ranged against democratic elements that are perceived as "pro-Western". In the Israeli-Palestinian conflict too, strategic alliances prevail over international law.

In the face of such a reductive vision, how can an ambitious policy approach be implemented? The notions of a clash of civilisations and market democracy have been broadly supported by public opinion because they offer a simple explanation. To date, there is no major guiding alternative to these incomplete but convenient theories. The idea of a "dialogue between civilisations" could be the answer, except that the very nature of a civilisation is that it is a place for dialogue. Could Edgar Morin's notion of a "policy of civilisation", taken up by President Nicolas Sarkozy, serve as a common starting point for Europe and the Arab-Muslim world? What common values have emerged through ancient and modern times from the cycles of trade and confrontation that have made the Mediterranean what it is today?

1.2. Mediterranean and Middle East: the European, US and Arabic approaches

1.2.1. Europe and America agree on a certain number of points as regards the region:

- Firstly, the need for energy security: hydrocarbons are set to make up the majority of world energy consumption for a long time. The Middle East and North Africa account for 29% of world hydrocarbon production and more than half of global reserves. In a context of rising demand (from China and India, as well as Europe and the US) compounded by a history of under-investment in the sector and uncertainties regarding other key producers such as Nigeria and Venezuela, securing supplies from the Middle East and North Africa is increasingly set to become a strategic priority;
- The need for a peaceful settlement in the Middle East;
- The fight against terrorism;
- The need to control international migration and the link with the fight against terrorism
- The fight against the proliferation of weapons of mass destruction. Nuclear research programmes are planned or underway in Egypt, Algeria, Syria, Turkey and Iran. But there are reservations about the non-proliferation treaty because there have been exceptions (Israel, Pakistan and India are not party to it);
- Market democracy as the key to development;
- The G8 declaration of June 2004 on the region (business climate, literacy, the role of women, gradual democratisation specific to each country) shows a converging of views between Europe and the US.

1.2.2. The Mediterranean is more of a key region for Europe than for the US:

- Europe sources a greater proportion of its energy in the region than America: 18% of Europe's primary energy consumption comes from the Middle East and North Africa, compared to 7% for the US (see appendix 1);
- The Southern Mediterranean is a major existing and potential market for Europe, but is distant and very much secondary for the US;

- Europe is historically and geographically better placed in the new international market for attracting intellectual talent;
- Proximity brings downsides too: because there are Arab and Muslim populations right on the edge of Europe as well as in the heart of its cities, peaceful Euro-Arab relations are of vital importance to Europe.
- However, one factor ties the Arab oil states much closer to the US economy than to Europe: the voracious US appetite for external financing of US deficits and consumption owing to negative savings in the US.

1.2.3. Although the US has a strategy for the region, Europe does not seem to... The lack of a European strategy can be seen in the timidity of the Barcelona process and the Neighbourhood policy:

- European subsidies are low: in the early 2000s, MEDA countries received 5 euro per capita from Europe annually, compared with 50 euro for the Central and Eastern European countries, 200 euro for Spain, and 300 euro for Greece. The European Neighbourhood and Partnership Instrument (ENPI) was initially budgeted at 15 billion euros for the period 2007-2013, a figure that was later revised down to below 12 billion, with 8 billion earmarked for Europe's Mediterranean partners; in per capita terms, EU subsidies to the Mediterranean countries are only scarcely above their level during the MEDA years;
- Because it was seen as imbalanced, the Barcelona process initially raised a mixture of hope and criticism, and then disenchantment. The Neighbourhood Policy is little more than a free trade policy, and lacks the tools for economic and social regulation to soften the blow of transition;
- Up to now, the Mediterranean has never been considered a strategic priority by a European country. Turkey is a secular country that has made the greatest adjustment and modernisation effort of all the Mediterranean partners and has been the object of a genuine EU standards-raising policy, yet its accession to the EU is far from being a topic of consensus in Europe;
- Europe's philosophy of "soft power" action means its influence on the South is weak, particularly in the Israel-Palestine conflict;

- Europe has been divided on strategy in Iraq, and is powerless when it comes to Lebanon.

The United States have certainly failed to impose democracy in Iraq, and lost the fight against terrorism in Afghanistan; Islamic fundamentalists have gained greater influence in Arab societies and there has been a rise in anti-American sentiment. Nevertheless, the US can justly claim to have genuine geopolitical clout, thanks to:

- The Greater Middle East initiative (2003);
- Armed interventions and the use of sanctions and pressure with the effect of isolating a country (e.g. Syria);
- The presence of the US Navy Sixth Fleet in the Mediterranean;
- A massive aid policy (focused on Israel, Egypt and Turkey), equivalent to the EU's aid package in the Mediterranean (see appendix 2);
- A strategic partnership with Morocco since 2003, making Morocco a new non-NATO supporter country for the US in the region;
- Law enforcement and military cooperation since 2004 (with Morocco, Algeria, Tunisia, Libya, Egypt) in the context of the fight against terrorism, with plans for shared bases and military training programmes;
- Plans for a US command centre for Africa (Africom) to fight terrorist havens in the Sahel and protect oil supplies, and to counterbalance the Chinese economic offensive;
- The signature of free trade agreements with a number of Arab countries in the region since 2003, agreements that throw down the competition gauntlet to Europe in its own economic back yard.

How should Europe go about acquiring a strategic vision of the Mediterranean?

This raises several questions:

- The military question and the role of NATO (a topic the US is pushing: the "Mediterranean Dialogue" launched in 1994 with Mauritania, Morocco, Algeria, Tunisia, Egypt, Israel and Jordan was given new impetus following the 2004 NATO summit in Istanbul and extended in the direction of the Persian Gulf);

- The question of the objectives, coherence and resources of the EU in its Euromed policy;
- The question of foreign policy consensus between EU member states.

1.2.4. The Arab countries' approach lacks consensus

For example in 2004, Tunisia decided to postpone indefinitely a summit of Arab countries owing to differences of opinion on reform in the Arab world. Summits that have been held, however, highlight two points of convergence: the 2003 Sanaa regional conference on democracy and human rights, besides calling for an end to the Israeli occupation of Palestinian and Arab territories, voiced support for democratic principles. The Alexandria and Tunis declarations underscored consensus on the following issues: calls for an end to the Israeli occupation, a common position in favour of the territorial integrity of Iraq, the goal of transforming the Middle East into a WMD-free zone, and the pursuit of democratic and economic reforms by the Arab countries themselves and at their own rhythm (if only to prevent Islamic fundamentalists from seizing power). In practice, however, the track record for reform either varies widely from country to country, or does not exist.

Political and institutional integration projects involving the Arab countries have by and large failed. By contrast, the countries to the North have integrated successfully with the European Union in areas like trade, monetary union and policy standards. The Southern countries have each signed an EU association agreement and action plans designed to secure access to certain advantages, but they have done so on an individual basis from weak individual positions, failing to play the collective bargaining card.

Geo-economically, there is a lack of complementarity among the Arab countries. The Southern shore of the Mediterranean is one of the least integrated geographic zones of the world (intra-region trade accounts for less than 6% of foreign trade earnings, and most of the countries' foreign trade activity is done with their neighbours to the North). South-South investment is rising, but from a very low baseline. The border between Morocco and Algeria has been officially closed since 1994. The Agadir Agreement notwithstanding (which brings together countries

without a shared border, has few binding provisions and is of limited ambition), the question as to whether countries south of the Mediterranean really want to build a common future remains unanswered.

1.3. Globalisation or regionalisation?

Access to energy, climate change, water, food price inflation, migration control, improving North-South relations, competition between the dollar and European and Asian currencies; all of these are clearly global challenges. Nonetheless, it is important to acknowledge that the new rules governing international relations are, at least partly, beginning to emerge on a regional scale too.

Migration control has both a global and a regional dimension: although mobility is now a globalised phenomenon, migration remains regionalised, and movements to and from a region emphasise this.

Climate change is both global and regional. Global warming and decreased rainfall will affect both the North and South Mediterranean more than anywhere else in the world, (with an expected 10-40% decrease in precipitation by mid-century). Generally speaking, we are seeing the emergence of regional responses to the rising challenges of environmental protection, like the regional organisational approach of UNEP. The fight against marine and atmospheric pollution, water management, nuclear accident prevention and crisis management are all issues that require a regional approach. Paul Krugman's words on the key role of proximity are telling: "The spaceless, borderless world is still a Platonic ideal, a long way from coming into existence."

There is consensus on free trade, but UNCTAD has come out in favour of regionalism as a means of promoting the international opening up of the countries of the South. Regional Trade Agreements are a necessary but insufficient step towards integrating into world trade developing countries that the Doha Round left on the wayside - countries that are placed at an unwarranted disadvantage by ordinary bilateral agreements with the countries of the North. The so-called "North-South regions" (NAFTA, ASEAN+3, Euromed) are a key territorial form of

globalisation. This is something that businesses in Asia have been quick to realise: Japan's industrial groups carry out 90% of their transnational trade within East Asia. Monetary zones are emerging in East Asia (the yuan and the yen, with decreased reliance on the dollar), in North and Central America (the dollar), and perhaps in the Mediterranean too (the euro).

Free trade has never been the sole reason for development. Unless it goes hand in hand with strong political support, free trade can reduce less developed countries to simply exporters of raw materials and importers of manufactured goods. Regionalisation is about more than just trade; it makes it possible to organise shared production systems and shared regulation on environmental protection, consumer protection, and even labour protection. Regionalisation facilitates controlled mobility. This type of in-depth integration offers a possible avenue for a new type of North-South governance.

The question now is what is the likelihood of the Mediterranean becoming a region that brings together developed, developing and emerging countries, and what chance does it have of getting the WTO to listen to its collective preferences and common rules (the regional trade preferences issue)?

1.4. North and South of the Mediterranean: convergence or divergence?

1.4.1. Does the Mediterranean region really exist? A number of factors point towards a convergence of the two shores:

- The modernisation of political, administrative and finance structures in the South; the Southern countries have by and large succeeded in reining in inflation and stabilising their currencies; decentralisation is beginning to take root, for example in Morocco;
- Significant GDP growth for the past 50 years has ensured that the South has not remained as far behind the North as it might otherwise have done. There is now greater economic disparity between the North and South of the Sahara than between the North and South of the Mediterranean;
- Societal indicators in the Southern countries (life expectancy, fertility, etc.) are

rapidly aligning with those of the North;

- Based on a broad selection of trade, financial and migration indicators, the region already boasts a high degree of intra-zone integration. Western Europe's contribution to the South's tourism, trade, FDI, bank lending (bank lending to Mediterranean partner countries is mainly Western European, up to two-thirds in the case of the Maghreb), and migrant remittances invariably lies between 50% and 60%. Western Europe's share in the Maghreb countries' foreign trade is a full 70%. The US has a much smaller influence, except regarding weapons sales, FDI in hydrocarbons, and public aid;
- Businesses in the North are beginning to understand the advantages of North-South production systems: farmers, manufacturers and service enterprises (call centres, etc.) are pioneering new partnership contracts;
- Barcelona created a genuine culture of working together, and led to common points of view on the state of the region. This is an important base for the future.

1.4.2. Other factors point towards divergence:

- The education gap is widening between the two shores. The South is lagging behind in joining the knowledge economy. Compared to developing countries in Latin America and East Asia, lack of education is the major weak point of the South Mediterranean countries;
- Apart from recent years for the oil-producing countries, economic growth in the South has slowed down since 1980. There is a widening gap in GDP per capita between the two shores (see appendix 5). The gap in some sensitive areas such as health care expenditure is reaching breaking point;
- Modernisation in the private sector has not mirrored economic adjustment and privatisation policies (e.g. Algeria, Syria, and Lebanon, among others);
- Despite a recent increase in investment in the South, the slow pace of reforms in the South and the North's lack of a strategic vision regarding its Mediterranean neighbours have generally led to low trans-Mediterranean investment along the North-South axis. But upgrading production systems entails transferring technologies and techniques, and this in turn calls for trans-national investment.

As things stand, the Northern countries seem to prefer to limit their dealings with the South to trade and services. This is key to understanding the difference between the Mediterranean region and NAFTA and ASEAN+3, both of which have managed to foster powerful transnational networks of businesses. The emerging and developing countries that surround Japan attract 18% of Japan's FDI; Latin America accounts for 18% of the US's FDI. But the Mediterranean attracts only 2% of European countries' FDI. The greater appeal of the South Mediterranean for foreign capital since 2005 is mainly thanks to petrodollars from the Gulf;

- The South's investment sectors and earnings drivers continue to be dominated by "rent" industries such as hydrocarbons and other raw materials, tourism, and real estate;
- The Southern countries are by and large governed by authoritarian regimes that share out their countries' income as they choose, relying on the support of national elites that have a vested interest in the status quo and in the absence of transparency and a rule of law. They also rely on European partners (public and private) who help perpetuate systems from which they stand to gain, all the while proclaiming the values of democracy and transparency as "universal".

1.4.3. A short-term solution to the problems of the South seems unlikely:

- Peace (Lebanon, Palestinian Territories, Iraq): does the Annapolis process (creation of a Palestinian State by the end of 2008) have any chance of success?
- Outstanding disputes (Western Sahara, Cyprus, Kosovo, etc.);
- The downturn in the situation in the Palestinian Territories, accentuated by the stoppage of Western subsidies following the Hamas election victory;
- Political and religious radicalisation that is either unstable (Algeria, Lebanon) or worsening (Egypt); governments have found themselves forced to appease radicals for fear of losing control over them, by allowing the opening of Islamic schools, permitting the encroachment of Islam into the judicial and legal spheres, and letting go some of the secular and modern progress of civil society; with the exception of Turkey, it is difficult to involve Islamic political forces in democratic politics;

- Lack of progress and sometimes regression on women's rights in several countries;
- The continued presence of the army in political leaderships (Algeria, Turkey, etc.);
- The persistence of a number of patently anti-democratic regimes (Libya, Syria, etc.);
- The State's frequent lack of credibility, and its corruption;
- Most countries are import-dependent on high-tech products, as well as energy and food, for which prices are rising;
- Massive unemployment: to achieve a target of 15% unemployment within the next twenty years, the Mediterranean partner countries would have to create 90 million jobs; this would mean doubling the rate of job creation seen in the second half of the 20th century;
- Widespread, slow-moving illiteracy rates, affecting 100 million people (three quarters of whom are aged 15-45) out of a total of 335 million inhabitants in the Arab world;
- Environmental degradation due to climate change, and the dramatic worsening of access to water. The Mediterranean population exposed to water stress (less than 500 cubic metres per capita per annum) is set to rise from 45 million in 2000 to 63 million in 2025, with Tunisia, Libya, Egypt, Israel and Palestine among the worst affected.

1.4.4. Sustainable development (environmental, economic and social) is crucial to cooperation in the Mediterranean:

- The scarcity of water resources and basic sanitation services costs US\$100-200 billion worldwide annually in terms of healthcare and social services. It is estimated that crops worth \$50 billion are lost every year due to soil degradation, while it would cost only \$100 per hectare annually for four years to rehabilitate land with medium-degraded soil. The pay-off on projects in arid zones is estimated at between 10% and 20%.
- The World Bank estimates the current annual cost of environmental degradation as 2.5% of GDP in Tunisia, and 5% of GDP in Syria, Algeria and Egypt. Conversely, the Blue Plan estimates the annual potential gains from energy conservation projects and the use of renewables (based on an oil price of \$60

- per barrel) at 30 billion, with a further 1.5 billion in potential savings from slower growth in individualised motor transport (savings that stem from reduced congestion alone), and another 11 billion from better management of water demand.
- At present, however, there has been little action on environmental issues because of a lack of North-South leadership. The Barcelona Convention for the Protection of the Mediterranean Sea from Pollution is more than thirty years old, the diagnosis has been made, but there has been no improvement in the South.

1.5. Overview of European action in the Euromed region: cooperation or cynicism?

1.5.1. The signals sent out by the EU have never been convincing to the peoples of the South

The manner in which security is handled, and in particular anti-terrorism, European positions on racism and xenophobia, the parsimonious granting of visas, the installation of Europe's migration control mechanism in the South, and the ambiguity of policy on Islam have led to a deep mistrust and even to rupture.

The Israeli-Arab conflict is a major obstacle to closer cooperation between Europe and the MEDA countries. The deteriorating situation in Iraq feeds resentment of the West in the Arab world. The Barcelona process and Neighbourhood Policy have not succeeded in reaching out to the peoples of the South: the general public and the private sector have seen no direct improvements as a result of European subsidies, which are tending towards budgetary aid. Neither the Barcelona process nor the Neighbourhood Policy has succeeded in converging the interests of the EU member states, even less so in converging EU interests with those of the US.

1.5.2. Europe's ambiguity on the issue of democracy

The EU has traditionally sought to impose its democratisation policy from the top down, via government-to-government actions that ultimately only strengthen existing Southern regimes and elites. This ambiguous approach has meant that the countries

to the South of the Mediterranean have failed to truly commit to the process of democratisation and reform. Europe's attitude is sometimes used as an argument to call into question the very concept of democracy in the societies of the Southern countries. They see Europe as upholding a double standard: one standard for Europeans themselves, who are suited to democracy and exercising their democratic rights, and another for the peoples of the South, who are supposedly not mature enough for democracy - except for a few isolated Westernised elites.

This reinforces the view that European countries have taken on board the notion of a religion-based clash of civilisations. They appear prepared to support "secular" or anti-Islamic dictatorships on the grounds that they can prevent Islamic fundamentalist regimes from coming to power, even when they are democratically elected, as in Palestine (the only country to have organised free elections certified by observers from the EU and the US).

There is a marked contrast between the absence of support for democracy in the Southern countries and Europe's enthusiastic support for democratic movements in countries with which it shares a common religious and cultural heritage. This was the case in Eastern and Central Europe, then during the coloured revolutions in Ukraine and Georgia, which received clear political support from Europe, unlike the rare opening-up attempts made in countries South of the Mediterranean.

1.5.3. Europe's approach is seen as cynical and security-obsessed

There is a strong feeling in the South that the EU pursues a cynical line, whereby as long as terrorism remains confined to the South, the EU can live with it. Whether or not that sentiment is justified, this notion of two-speed security is seen as the driving force behind Europe's action in the Mediterranean.

Many people in the South believe that the ideological cornerstone of Europe's Mediterranean policy is to secure its southern border by controlling migration flows and to satisfy its labour needs via selective immigration. The key goal of Europe's initiatives is perceived to lie not in promoting reform, but rather in benefiting from the low cost of labour in the South, the less stringent environmental protection legislation there, and "rent" income circuits.

The issue of migration is particularly sensitive, and the lack of a European strategy is harmful for North and South alike because restrictions on mobility are now so tight as to be an obstacle to development. Migration is nevertheless a global challenge, both in terms of control and the opportunities it presents. There has been a twofold change:

- Change in migration practices: migration is being supplanted by South-to-North mobility and back-and-forth migration (salaried employees, investors, tourists, retirees, etc.). Some 90% of the rise in international migration seen in 1990-2005 was towards developed countries, but with increased exchanges back to the countries of origin;
- Change in the political interpretation of migration: the Southern countries see migration less in terms of a brain drain and more in terms of a brain gain, thanks to return or back-and-forth migration (provided back and forth mobility is facilitated) by migrants in a personal and business capacity. These migrants are seen as bringing new skills to the country of origin. Migrant remittances are also positively perceived (remittances amount to US\$ 300 billion worldwide, with a round \$10 billion in remittances from Europe to the Maghreb alone). In the North, studies carried out in the US and Europe show that migrants have a positive impact on economic growth.

Non-nationals account for a growing proportion of the resident population in some countries of the North, such as Australia (25%) and Canada (20%). Less than 7% of the resident population of the EU15 are non-nationals (less than 1% are illegal migrants). Nationals of Southern and Eastern Mediterranean countries account for less than 3% of the population. Non-nationals account for 15% of the population of the US (4% are illegal migrants), with Mexicans alone accounting for 8% of the population. Even East Asian countries are in the process of coordinating their various national migration policies so that intra-Asian migration is becoming commonplace for the first time.

In a world of competing knowledge economies, some developed countries are seeking to attract migrants holding university degrees and professional qualifications (yesterday's arms race is today's brain race). However, qualified migrants from the South of the Mediterranean tend to head for North America and the Persian Gulf - despite a greater rejection of US political discourse among the populations of the South than of European discourse, especially since the invasion of Iraq.

1.6. Five scenarios for the Mediterranean

1.6.1. Pillage

- No understanding between the countries of the South, nor between them and Europe; they are reduced to become the confetti of globalisation
- The countries of the South with raw materials are preyed upon by the major powers and their business interests, and they put up a poor and patchy resistance
- Corruption proliferates
- The brain drain gets worse, contributing to the pillage of elites trained at great expense by the South.

1.6.2. Pax Americana

- The Bush plan works, democracy begins to spread, and Islamic fundamentalists begin to play according to democratic rules
- Iran renounces nuclear arms
- American aid and bilateral agreements with the US help stabilise local socio-economic problems
- The US have political and military control over the energy resources of the Persian Gulf and North Africa, and over their distribution to Europe and Asia
- Europe follows US policy in the region.

1.6.3. Chaos

- The US become involved in further military operations in the region, including in Iran, and get bogged down
- The threat of terrorism increases

- Saudi Arabia implodes, followed by Lebanon and Kurdistan; the US transform the new entities into protectorates
- The oil price rockets, water-related conflicts mushroom.

1.6.4. Islamic order

- Anti-American sentiment becomes widespread, and revenge against the West becomes commonplace
- Fundamentalist Islamic organisations become structured and Islamic fundamentalist parties seize power, imposing Sharia
- Israel is menaced by Iran and its WMDs
- South-South relations improve on the basis of the new anti-Western ideology.

1.6.5. A regulated reconnection between North and South

- Europe finds common agreement with the South on an ambitious joint project
- The North-South economic partnership helps turn around the socio-economic situation in the South
- The prospect of an integrated region serves as a framework for the resolution of local conflicts. With economic activity increasing, it becomes possible to overcome local stand-offs and political disagreements.

Was Bouteflika right when he said, "We have no option but to accept that we have a common future. We can do nothing about the laws of geography (...). Consequently, we have no choice in the matter and are condemned to see it positively"? Or perhaps he was right only for the Western Mediterranean, leaving the Eastern Mediterranean and Middle East to sway between the first four scenarios?

"A shared North-South region, a testbed for successful internationalisation"

II

AVENUES

TO A REGULATED RECONNECTION
BETWEEN NORTH AND SOUTH
IN THE MEDITERRANEAN

Three factors argue in favour of this reconnection scenario. Firstly, populations are exasperated with uncontrolled globalisation, and this is a good reason for regional regulation. Secondly, the economic success of two other North-South regions, North America (including Mexico) and East Asia, highlights the strategic advantages of proximity and complementarity. Barcelona did not initiate sufficient investment along the North-South axis. Now that European investors have moved down into Southern Europe, it would be entirely natural for them to cross the Mediterranean. The Southern countries are more open than ever to European investment because they need to diversify their economies - particularly those countries that rely on oil reserves that are set to run out within the next forty years. Thirdly, the young elites in the Southern countries, who have grown up in a globalising world, are aware that their countries, in contrast to Latin America and East Asia, have failed to go down the road of modernisation.

2.1. The new context opens up the possibility of a shared future between the two shores.

The signing of the Barcelona Process in 1995 marked a great year for the Mediterranean. It came in the wake of Oslo (1993) and Taba (1995) and was supported widely by public opinion. 2008 has the potential to become another great year for the region: there is a lot at stake and there is a consensus on the need to take things beyond the Neighbourhood Policy.

"Passions never compromise," said Alexis de Tocqueville. "Interests always compromise," said Jules Michelet. In 2008, well-understood interests are beginning to supplant passions.

2.1.1. Geostrategic interests

The EU has dispelled the spectre of war and communism from its territory. What the peoples of Europe fear now is uncontrollable globalisation. They sense that Europe is no longer the time-master of the world. The Arab countries know that they have nothing to gain from a strategy of revenge against the North, and that,

on the contrary, an alliance with Europe could give them the chance to figure among the winners of globalisation.

The South cannot face up to globalisation on its own; economic partnership with China is not a viable strategic alternative; pan-Arab integration is neither economically rational nor politically credible. If Europe is to wield more influence on the international stage, if only in terms of energy, it needs the support of its Eastern and Southern neighbours.

For the Mediterranean, the choice is clear: unite or be marginalised. While this is particularly true for the South, the North would also lose out from insufficient regional integration. Concerted and at times common action is needed in order to rise to the challenges of globalisation.

It is up to Europe to resolve the Middle East conflict: Europe knows the historic role it played in the creation of the State of Israel; Europe has a long history of strong ties with the countries of the Middle East; and Europe is waking up to the fact that the US leadership is not in a position to resolve crises in the Middle East.

2.1.2. Economic interests

What is lacking in the South (organisation, methods, technologies) can be readily found in the North; likewise, what is lacking in the North (markets, youth, raw materials) can be readily found in the South. Although the Mediterranean is not yet an organised North-South region, the dynamics of capital investment are much stronger than in 1995.

As yet, only Turkey can be said to be a component of the European production system. But European manufacturers are beginning to invest in countries to the South of the Mediterranean. This suggests the seeds of industrial integration may be sown, and that better agricultural complementarity may not be out of reach.

2.1.3. Political interests

There is a risk that the Western world, dominated by Anglo-Saxons, leads to a development impasse of pollution, short-sightedness, financial speculation and glaring inequalities. It needs new values, values that the countries to the South of

the Mediterranean could help build: solidarity, power sharing, cultural cross-fertilisation. Leaders are looking for real meaning - "Elites on a quest for meaning" was the headline of an article on Davos in Le Monde on 23 January 2008.

The movement comes from emerging elites in North and South who are ready for new values that are shared rather than imposed. Elites who share their time between North and South, or who come from mixed North-South families, are especially well placed.

The sum of these geostrategic, economic and political interests amounts to a new context. By working to achieve an economic, political and cultural rapprochement between North and South, we will be able to do away with a clash of civilisations in favour of a policy of civilisation. A shared destiny for the two shores of the Mediterranean is not something that we should take for granted: it is something that is possible, that is desirable, but that we will have to fight for.

2.2. The key role of the economy

2.2.1. International showdowns are increasingly common in the economic sphere. China has chosen to assert itself internationally mainly through its economic actions. The country simultaneously engaged in economic reform, opening-up to the world, and pursuing regional integration in East Asia.

Another factor is the inclusion of services in the WTO's ambit. This raises issues regarding free and equitable essential services such as water, healthcare, and education, and brings the question of societal models into the field of international trade.

2.2.2. Economics unites, politics divides, culture differentiates

Economies are fast turning into instruments for societal transformation and anchors for international partnerships. While the vocabulary of politics and diplomacy can lead to deadlock and division, and although identity politics is seizing upon cultural issues to better differentiate individuals and societies, economics continues to provide a common language.

In the Mediterranean region, the economic approach is undoubtedly a good way of instilling democracy. Rather than seeking to impose democracy once and for all by political means, perhaps it would be better to filter democracy into society via the instruments of economic and territorial development, e.g. decentralisation, mobilisation of civil society, participation of women, and the partial circumventing of state prerogatives in certain sectors (such as essential services, where the state, aware of its own limits, invites private operators to become involved).

2.2.3. A new model of North-South sustainable development is necessary.

The new partnership will not work if the South is reduced to a mere consumer market, transformed into a location for the polluting industries that the North no longer wants, or an extraction ground for raw materials. Mechanisms need to be put in place that share added value equally between North and South, based on the competitive advantages of each party. In this way, the Southern countries will become a production base for conquering the world's markets: the Tigers of tomorrow.

2.3. Dispelling the ambiguities of the EU's ambitious project for the Mediterranean

Credit is due to the French President for having put the Mediterranean high on the political agenda, and for making the region more visible. There are now grounds for new hope. Like any political project, there will be progress and unavoidable difficulties.

2.3.1. The UpM project's added value

- It puts the political debate on a high level, that of heads of state and government;
- Priority is given to projects, and those projects are centred on issues where there is solidarity between North and South: water management, climate change, problems stemming from globalisation - human capital, migration, energy, etc; financing is to come partially from the private sector;
- The UpM project sets its targets on "in depth" partnership. Barcelona was limited

to the creation of a free trade zone. The Neighbourhood Policy proposes anything but institutions. The UpM's long-term aim is a political union that will be distinct from the European Union and have its own organisation.

2.3.2. The following issues need to be clarified:

- The scope of the UpM
 - . Should it be limited to the countries that border the Mediterranean, and so exclude two thirds of the member states of the EU? This question concerns Germany in particular, which has strong economic ties with the Mediterranean countries. If Germany were to be excluded, there is a risk that the UpM might look like a compensation package for the countries of Southern Europe, and notably France, to make up for what Germany has gained from the EU's expansion to the east.
 - . Regarding the implementation of common policies and projects, should we start with Turkey + the Western Mediterranean (proximity, distant from the Middle Eastern conflict), or should we be looking at an umbrella strategy?
 - . We need to reassure Turkey that participation in the UpM will not be a substitute for accession to the EU.
- On an organisation level, the UpM could take the following formats:
 - . Standard intergovernmental cooperation;
 - . Strengthened cooperation between the member states of the EU in the framework of European institutions. Will the countries to the South of the Mediterranean agree to work within an entirely European context and logic (as is already the case with the Neighbourhood Policy) when it comes to setting standards and drawing up policy guidelines, for example in the area of common security policies? The CFSP is given added importance in the Simplified Treaty; will it be accepted as a reference by the Southern countries?
 - . A separate organisation, distinct from the European institutions. In which case, how will we go about reconciling the interests of the Union for the Mediterranean with those of the European Union?

2.4. The need for political innovation

2.4.1. A political and institutional framework: a pre-requisite or an outcome?

Do institutions need to be treated as pre-requisites for the launch of the UpM, or should they be seen as desirable outcomes for the new partnership within a timeframe of a few years? It is impossible to predict now what institutional instruments will be in place by 2013 or 2020. By progressively building on innovation and action we will in all likelihood succeed in building a pragmatic and coherent end result.

It is therefore essential to begin working on projects with partners who want progress, and to anchor the two shores of the Mediterranean into the process gradually and mutually.

2.4.2. Protect the progress made from Barcelona and the Neighbourhood Policy

- Continue supporting the Barcelona process and the Neighbourhood Policy by focusing aid on budgetary support and on upgrading administrations in the Southern countries;
- Speed up access to advanced status for those Southern countries that desire it;
- Keep Turkey's pre-accession mechanism in place.

2.4.3. Encourage innovation ("a union of projects for a project of Union")

- Propose new and structure-giving projects for those Mediterranean countries that want them and would contribute (financial projects, water, energy, agriculture, civil protection, etc.);
- Support decentralised cooperation, for a number of reasons: because much of essential service delivery is local (access to water, healthcare, education, etc.), and because decentralisation is a way of achieving democracy;
- Support civil society efforts to draw the two shores of the Mediterranean closer;
- Begin reinforced cooperation if the relevant EU member states concerned are in favour;
- Immediately extend European policies to those Southern countries that want them: the revised CAP, the Cohesion Policy, research programmes, transport network

projects, telecoms and energy projects, etc.;

- Envisage light institutional frameworks for certain projects where required, e.g. Mediterranean Water Agency, Mediterranean Healthcare Agency, etc.

The aim is to set off new impetus by opening up a broad scope of possibilities in line with the political choices of each Mediterranean country, while protecting progress made thanks to Barcelona and the Neighbourhood Policy.

2.4.4. Find the necessary financing

If we focus on concrete projects, financing will come from business and financial institutions.

Those projects that concern public policy (e.g. water, energy, spatial planning, healthcare), will call for public funding from, for instance:

- Participating states
- The EU budget, provided the EU sees the projects as fit for financing
- From a Mediterranean-focused financial institution attached to the EIB, which would seek synergies between private and public funding.

2.4.5. Give the initiative to the emerging elites of the South

The inertia of the current regimes in the Southern countries is in itself a major obstacle to the construction of a regional union. Any new political or institutional start for these countries can only occur if new elites emerge. These new elites need to be fully aware of their responsibilities to their countries, and of the profound changes taking place in the world. They must be convinced that the Mediterranean could give rise to a new international cooperation bloc. It is these new elites that Europe must support as a priority via the UpM.

2.5. Find new roads to building trust and set our targets on democratisation

The Union project will require a climate of trust between North and South - between decision makers and society alike. Strong symbolic actions such as a breakthrough in the Palestinian conflict or the launch of flagship projects with a concrete impact on the societies of Southern countries could provide the impetus

needed for even stronger expectations in the South. The project needs to be sufficiently attractive to encourage the Southern countries to embark on the path of change necessitated by the UpM - something along the lines of the political and institutional reforms launched by Turkey with the goal of EU membership in mind.

The UpM project must rally not only the regimes currently in place, but also businesses, private citizens and emerging political and intellectual elites. It must be strong enough to pressure the rulers of the Southern countries into committing themselves to the UpM. If the project is sufficiently attractive, there may even be reason to impose admission conditions.

Because it is so complex, the project cannot limit itself to a single political goal. One of its goals must be to seek out new areas of consensus in the South, or at least contribute to creating consensus. It is this ambition of a common, rules-based region setting the standards for democratisation that will give the UpM credibility in the eyes of those who want change in the South.

Much work also needs to be done on establishing the truth on Euro-Arab relations. The aim here will be to overcome resentment, misunderstandings, and clichés, all of which are corrosive when it comes to building trust. Historians, teachers and researchers will be faced with a mammoth task in terms of getting to know one another, particularly as regards the colonial and post-colonial periods. The Mexicans and Americans began looking at their respective histories around ten years ago. Countries that border the Mediterranean must now do the same.

2.6. Decisions for the G-Med summit of 13 July 2008

The projects to be submitted to the G-Med will need to be strategic, beneficial for the populations, of variable scope, based on existing elements of solidarity, and few in number.

2.6.1. The first institution to be created by the G-Med - a financial institution

This is a priority as it will be the pivotal tool:

- For financing the UpM's projects

- For providing lending support to SMEs in the South
- For harnessing migrant remittances to the task of productive investment
- For mutualising risks inherent in major trans-Mediterranean investments
- For providing a financial highway to ensure smooth financial flows back and forth across the Mediterranean.

2.6.2. Highly symbolic and practical priority projects

- Long term investments: a charter of security for long-term contracts; creation of a Mediterranean arbitration court to deal with litigations between the private sector and public authorities; promotion of PPPs.
- Water: finance access to water; finance water purification projects and - at last finance the clean-up of the Mediterranean Sea; set up a Mediterranean Agency for Common Policies on Water; inculcate the need to prepare for the consequences of climate change in the South.
- Agriculture adopt an agriculture and food pact aimed at promoting Mediterranean products in the face of global competition; ensure better sharing of value between the North and South shores and make the Mediterranean a key player in the worldwide struggle for food; promote rural development in the South.
- Energy: ensure Europe's energy security and access to energy producing countries in the South via sustainable North-South industrial partnerships; facilitate access to renewables for the Southern countries, and promote energy efficiency.
- Mobility and education: control mobility and also benefit from it (European and Southern visas for business leaders, civil servants, representatives of civil society, and qualified migrants); launch a Mediterranean agenda for professional training and education.
- Civil protection: coordinate national policies and pool resources for dealing with natural, technological and anthropogenic hazards.
- Mediterranean 2030 outlook: jointly draft a shared vision of our outlook for 2030.

The aim is to define a set of common North-South regional regulations to govern mobility and migration control, agriculture, consumer and environmental protection, financial markets, etc.

The reduced domination of the dollar as the international currency and the decision by a number of oil producers to forego the dollar opens up avenues for a regional monetary policy. In East Asia, monetary and financial cooperation was the first area of action chosen by the Chiang Mai initiative states (ASEAN+3) for regional integration. Could not the same be envisaged for the Euro-Mediterranean region?

2.6.3. Other projects

- Healthcare: set up a Mediterranean Healthcare Agency with a remit to improve public health in the South, to promote trans-Mediterranean cooperation (cancer research, drug policies, etc.), to shortlist projects, ensure funding transparency, and assess results;
- Spatial planning: as both major infrastructure projects and local development, is a priority for the Southern shore of the Mediterranean. The aim is to avoid the emergence of glaring disparities, as a rural exodus would feed unsustainable internal and external migration. Another aim here would be to foster the emergence of economically efficient regions (technology hubs, etc.).

2.6.4. Support to networks of professionals

The participation of trans-Mediterranean professional networks is indispensable. These will get the regional market up and running and at the same time help elaborate its rules. The following steps must be taken:

- Recognise those associations that exist already: Euromed Postal, Medelec (electricity distribution), Mediterranean Union of Business Confederations, Euromed Trade Unions, the Standing Conference on audiovisual media in the Mediterranean, the Radiotherapy and Oncology Association of the Mediterranean, the Inter-Mediterranean Commission of the Conference of Peripheral Maritime Regions, etc. Particular attention will need to be paid to the Euromed non-

governmental platform, which brings together around a hundred civil society associations from the Mediterranean region.

- Support nascent associations: Euromed Civil Protection, the Mediterranean Association of National Agencies for the Conservation of Energy (Medener), the Tarragona Declaration, signed in 2005 by some fifty or so universities from both sides of the Mediterranean, Med-Capital (private equity), Med-Fer (railways), Med-Urba (urban planning agencies), regional coordination of national food safety agencies, etc.

2.6.5. The launch of the Mediterranean World Foundation

- The foundation will serve as a venue for economic elites to network, for jointly drafting new projects, and for economic lobbying.
- The foundation will be a public interest entity established under private law. It will be headquartered in Paris, and will hold a major event annually in the North and in the South.

2.6.6. Future projects, to be prepared for the second G-Med

- The knowledge economy: the aim is to secure absolute priority for training and education (professional and vocational training, training of teachers, the fight against illiteracy, networks of universities, etc.). The complexity of the task means that this will take time and require concerted action.
- Spatial planning: transport, creation of deep-sea ports, logistics, infrastructure, urban development, etc.

The coming two decades will be crucial as far as North-South relations are concerned, for reasons that have much to do with the completion of the democratic transition in the South. This means that large numbers of young people will be arriving on the labour markets, and they will be mostly free of children and seniors. Their mobilisation potential is considerable, both for development and for

confrontation. Decision-makers North and South veer between the need to innovate and the temptation to do nothing. At present, it is China and the Gulf states that are profiting economically from the situation, by moving into the current vacuum. The forces of confrontation are winning out on the political front.

The time is ripe for greater political investment between the North and South. In Europe, we need to do more; we also need to take on board the criticisms levelled by the Southern countries at the Barcelona process and Neighbourhood Policy, so as to ensure cooperation based on parity. We must also strike the right chord to ensure proper coordination with the EU's Mediterranean policy. In the South, decision-makers need to speed up reform, to shoulder political and financial responsibility for the partnership with Europe, and achieve breakthrough in those areas that are blocking South-South cooperation. Finally, North and South alike need to abstain from abstract and declarative actions and statements; both need to devote their energy to concrete projects and to adopt an ambitious strategy for regional integration.

The strategy should lead to a joint political settlement, based on a single set of democratic principles, along the lines of what Europe succeeded in setting up with the Balkans and Turkey. If these conditions are met, the Union for the Mediterranean project will be an opportunity of capital importance for the South: it is the only existing innovative project designed to enable the Southern countries to participate in a beneficial way in globalisation. Their future rests on it: either they commit to a process that will open up the doors of modernity for them, or else they remain in the current deadlock, in which case their societies will be condemned to catastrophic political and social regression. The success of this project is important for the North; it is more than vital for the South.

APPENDICES

1. The Arab countries' hydrocarbons are more important to Europe (and Japan) than the US.

Share of energy consumption fuelled by hydrocarbons sourced in the Middle East and North Africa :

	primary energy consumption (Mtep, 2006) (a)	hydrocarbons from the Middle East and North Africa (Mtep, 2006) (b)	ratio of dependency (%) = (b)/(a)
Europe	1 838	327,0	18
US	2 326	154,1	7
Japan	520	228,1	44
China	1 698	78,0	5

The Middle East including Iran

Source: BP statistical review 2007

2. GDP and population of Euro-Mediterranean, American and East Asian regions, 2004 :

	GDP (\$ bn)	Population (million)	Per capita GDP (\$)
Western Europe	9 500	390	24 430
East: new Member States (a)	420	70	5 710
East: neighbouring States (b)	560	270	2 060
South: neighbouring States (c)	1 370	410	3 380
Total for region	11 900	1 140	10 410
US+Canada	12 600	330	38 670
Latin America + Caribbean	2 320	550	4 260
Total for region	14 900	870	17 120
Japan+Australia+New Zealand	5 900	150	39 010
Asian Tigers (d)	1 310	80	16 000
East Asian+Pacif. dev. countries	2 620	1 870	1 400
Total for region	9 800	2 080	4 580

(a) except Cyprus and Malta

(b) Western Balkans, Western newly independent states and Russia

(c) North Africa, Machrek, Iran, Iraq, Arabian Peninsula, Turkey and Israel

(d) Hong Kong, Singapore, Taiwan, South Korea

Source: World Bank

"A shared North-South region, a testbed for successful internationalisation"

3. Demographics (million inhabitants)

	1976	2001	2025 (projection)
Western Europe (incl. Greece)	361	390	394
Eastern & Central Europe	60	65	63
EU Balkans	55	58	58
Newly independent States	83	87	85
Russia	135	145	137
North Africa (incl. Egypt)	80	145	200
Middle East (incl. Turkey)	58	102	142
Middle East (Iraq, Iran)	46	88	118
Arabian Peninsula	18	48	87
Total for region	896	1 128	1 285
Japan	113	127	117
US	218	284	346
World	4 132	6 134	7 818

Sources: World Bank and Ined

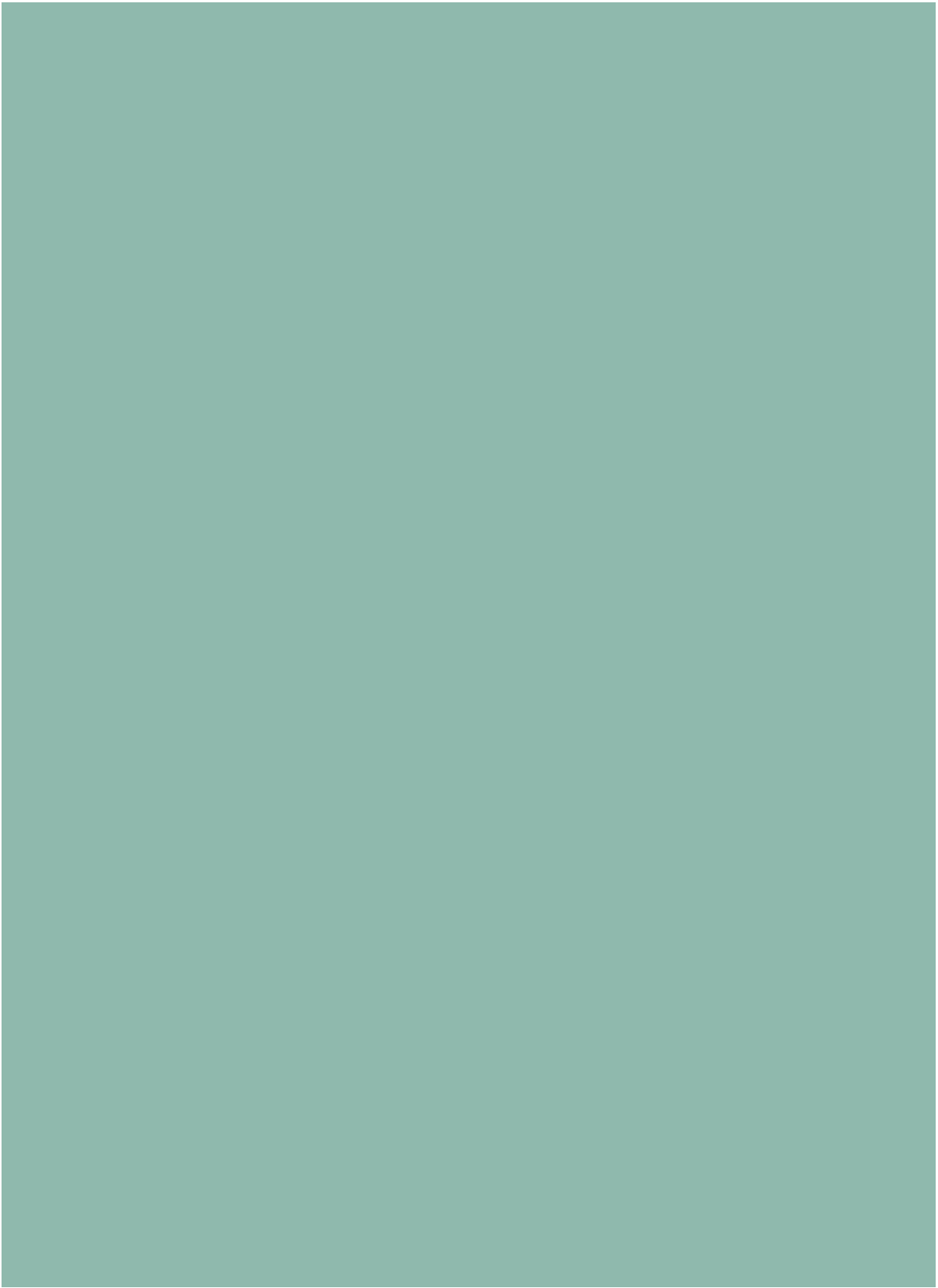
“ IPEMED's political
sponsorship committee ”

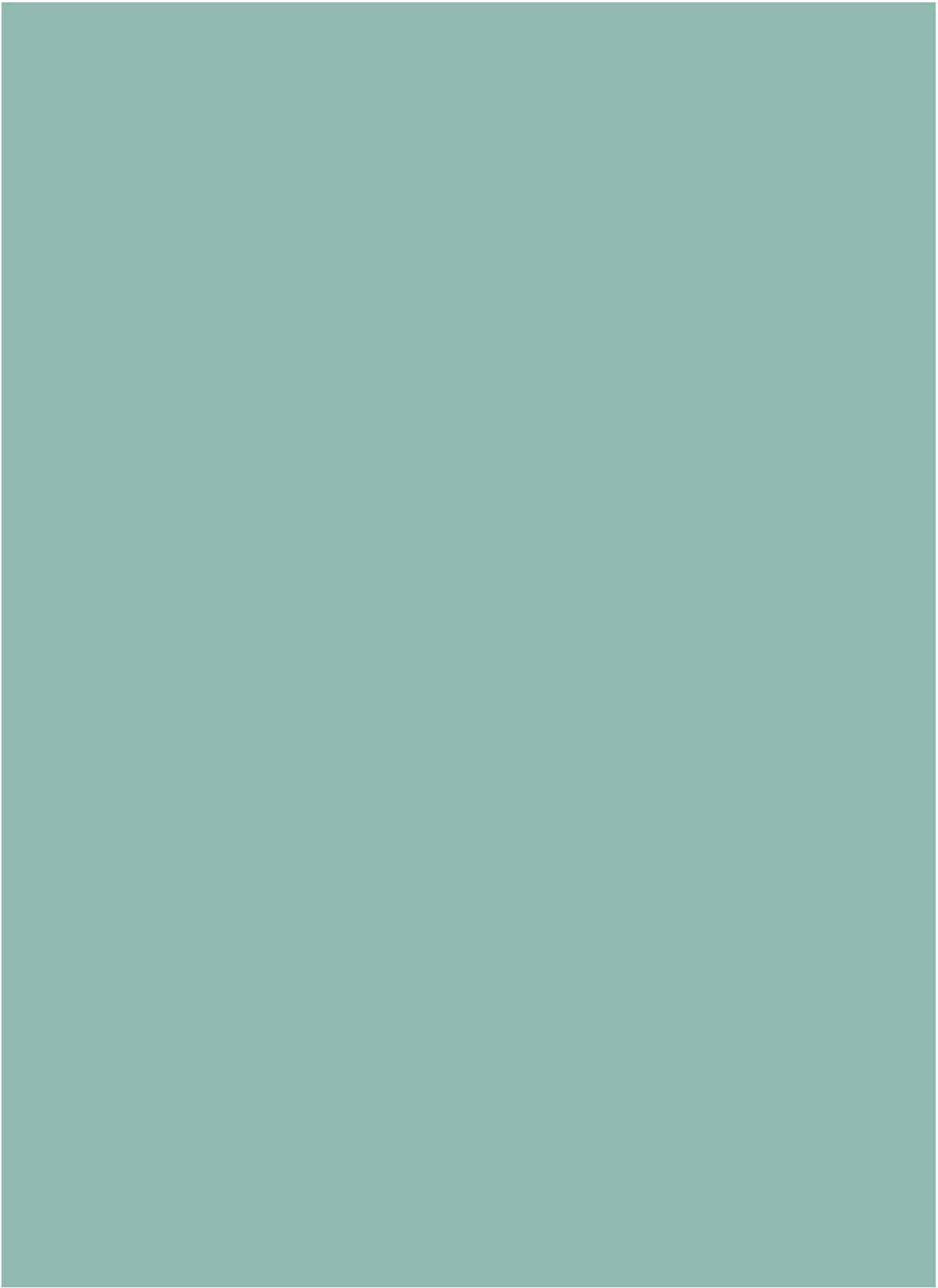
With a view to supporting its action and contributing to its influence, IPEMED has set up a Political Sponsorship Committee. The Committee comprises eminent figures from politics and civil society and, like all of the IPEMED governing bodies, provides an illustration of the North South parity that characterises IPEMED and gives it its force. It is also free from any partisan ties. The Committee meets once a year and its members are appointed by the IPEMED governing board.

Participants in the Political Sponsorship Committee's work:

- Mr Yasser ABD RABBO, former Minister, Head of the Palestinian Delegation for the Geneva Agreements
- Mr André AZOULAY, Advisor to HM King Mohamed VI of Morocco, President of the Anna Lindh Foundation
- Mr Yossi BEILIN, former Israeli Foreign Affairs Minister, Former Minister of Justice
- Ms Emma BONINO, European Member of Parliament, Former Italian Minister of Commerce
- Mr Georges CORM, former Lebanese Minister of Finance
- Mr Kemal DERVIS, former Turkish Minister of Economic and Financial Affairs, UNDP Administrator
- Mr Joschka FISCHER, former German Foreign Affairs Minister
- Mr Felipe GONZALEZ, former President of the Spanish government
- Ms Elisabeth GUIGOU, former French Minister of Justice
- Mr Abderrahmane HADJ-NACER, former Governor of the Bank of Algeria
- Mr Mouloud HAMROUCHE, former Prime Minister of Algeria
- Mr Alain JUPPE, former Prime Minister of France
- Mr Robert MALLEY, former Advisor to the US President on Arab-Israeli affairs
- Mr Fathallah OUALALOU, former Moroccan Minister of Finance
- Mr Ely OULD MOHAMED VALL, former President of the Mediterranean Republic
- Mr Chris PATTEN, former European Commissioner, Chancellor of the University of Oxford
- Mr Josep PIQUE, former Spanish Foreign Affairs Minister

- Mr Romano PRODI, former President of the Italian Council of Ministers, former President of the European Commission
- Mr Panagiotis ROUMELIOTIS, former Greek Minister of Economy and Finance, President of the IPEMED governing board
- Mr Ismaël SERAGELDIN, former vice-President of the World Bank, Director of the Alexandria Library
- Mr Hubert VEDRINE, Former French Minister of Foreign Affairs





”رسالة مفتوحة إلى زعماء
“دول الإتحاد من أجل المتوسط“

نحن مسؤولون ومواطنون من ضفتي المتوسط، اجتمعنا يومي 3 و4 أبريل 2008 في باريس تحت إشراف Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen، نهني تمثلي الإتحاد من أجل المتوسط.

منعرج تاريخي بالنسبة إلى أوروبا كما هو لدول الضفة الجنوبية

نشهد أخيراً مقارنة بمستوى تحديات العولمة المناطق التي ستجني الثمار هي تلك التي تعرف كيف توحد الشمال بالجنوب: «نفطاء في القارة الأمريكية، وآسيان + 3» في شرق آسيا، قاما بإشراك دول من الشمال تحوز التكنولوجيا وتملك الدراية، بدول صاعدة، ذات أسواق في أوج النمو.

المتوسط الذي تأخر عن حركة العولمة هذه. يقف أمام منعرج من تاريخه، ويواجه أربع تحولات: على مستوى الطاقة، والمناخ، والمستوى الديمغرافي (تهرّم في دول الشمال، وانتهاء فترة التحول الديمغرافي في الجنوب)، وسياسي (وضع عقد اجتماعي جديد في الشمال، وتقدّم للديمقراطية في الجنوب). لنا سوياً ثلاثون سنة، لنفجع في إنجاز هذا المنعرج. التبدل جلي: أن نتوحد أو أن نصبح على الهامش، حيث المستقبل لا يتأسس على التخمين، بل يقوم من خلال الإعداد والبناء. علينا البدء لتوّننا.

يعاني حوض المتوسط راهناً عدة بسبب عدم وجود أي أفق سياسي. قامت دول الإتحاد الأوروبي ودول الحوض الجنوبي سنة 1995 في برشلونة بإطلاق مشروع الشراكة الأورومتوسطية الطموح من أجل التعاون الاقتصادي والاستقرار السياسي والتبادل الثقافي. هذه الشراكة قائمة، ويمكن البناء على أساسها لكن المنجز هزيل، حيث لا تزال نزاع مكاننا.

بدون رؤية مستقبلية توثق الضفتين، تتناقص الاستثمارات وتراجع السياسات المشتركة، وتتفاقم بذلك المخاطر، ويزداد بذلك التأخر الذي أصاب أوروبا مقارنة بالأقطاب الأخرى الرائدة في العالم. وكذلك دول الضفة الجنوبية قياماً بالدول النامية في آسيا أو أمريكا. أصابت من ثمة الضبابية الأفق المتوسطي، وصارت بإمكان أوروبا أن تسبغ أولوياتها على أفاق أخرى، ودول جنوب الضفة ربط مصيرها بأطراف أخرى. في خضم هذا التناقض العالمي المحتدم، تملك أوروبا ودول جنوب الضفة المتوسط مصالحة مشتركة أكيدة: التأسيس سوياً لإستراتيجية تنمية مستدامة ووضع الإمكانيات الضرورية لإنجاح هذه السياسة.

شروط النجاح

لا يمكن أن يعني الإتحاد من أجل المتوسط نهاية مسار برشلونة، بل هو على النقيض من ذلك

إثراء له. مكاسب «أوروميده» أمر واقع: استقرار على مستوى الاقتصاد الكمي، الإصلاحات البنوية والتلاقي المؤسسي أمر تمّ الشروع فيه، فيكون من الضروري الانتقال بهذا المسار إلى مستوى أرفع.

هذا المستوى يحمل تسمية: التساوي بين الشمال والجنوب، تساوي على مستوى الرؤية، عند إعداد المشاريع، وأيضاً عند اتخاذ القرارات، وأخيراً ويس آخر تساوي على مستوى التسيير. من الحتمي أن تقطع دول الجنوب مع ما تظنّه من رغبة دول الشمال في الإلزام بالرأي. من الضروري إبلاغ الشعوب الأوروبية أنّ مثيلاتها في الجنوب لا تطالب، ضمن هذا الإتحاد، بالمساعدات المالية الضخمة أو فتح كامل وفعّال للحدود. وجب التذكير كذلك بأنّ الفقراء ليسوا هم من يتهذّون أوروبا، بل من تعرّضوا للاحتقار ومن تمّ تهيمشهم عن القانون وعن التنمية.

ليس من مهام الإتحاد من أجل المتوسط إعداد دول الضفة الجنوبية للانضمام لدول الإتحاد الأوروبي، وهو ليس البديل عن مفاوضات الانضمام الدائرة بين اللجنة الأوروبية و تركيا، أو المفاوضات مع كلّ من المغرب وإسرائيل من أجل الحصول على وضع متقدّم.

على الإتحاد من أجل المتوسط تليغ صوته إلى شعوب الضفة الجنوبية، عوض أن يبدو في صورة منظمة إضافية متعدّدة الأطراف. عليه أن يثبت لهذه الدول أنّ لكلّ منها مكانة في هذا العالم القادم. علينا أن نوجه الإتحاد من أجل المتوسط إلى مشاريع ملموسة وذات فائدة للشعوب، وتجنيد الفاعلين في المجتمع المدني وعلى الأخصّ ضمن المؤسسات الاقتصادية.

على دول الضفة الجنوبية أن تقترب من بعضها، وتكفّ عن التفكير بالقدرّة على السير فرادى، لتتطرّق إليها دول الشمال في صورة الشريك الكفء. لماذا تعافى هذه الدول من التوحّد لن يكون للإتحاد من أجل المتوسط معنى دون جهد من دول الضفة الجنوبية لإدماج اقتصادياتها وإلغاء الموانع على مستوى تنقّل الأفراد والسلع. لا يمكن لأيّ دولة من الضفة الجنوبية أن تنظر إلى الشمال وتناسي جوارها.

على حكومات دول الضفة الجنوبية أن تعي انتظارات دول الشمال وشعوبه، على مستوى دوام مؤسساتها، ودولة القانون وحسن التسيير.

أخيراً، نذكّر دول الإتحاد من أجل المتوسط بوجوب تجاوز قضايا الماضي المؤلمة، دون تتجاوز أبعادها الثنائية. لا يمكن أن يتحوّل الإتحاد من أجل المتوسط إلى فضاء للتشكي واللوم المتبادل، بل إلى إطار تلاق وحوار وأساساً مشاريع من أجل المستقبل الذي يجب أن يقود بمفرده مسيرة زعماء الإتحاد.

مشاريع وجب فتحها

الوقت محسوب علينا، على الإتحاد من أجل المتوسط أن ينطلق في إنجاز مشاريع على درجة من الطموح، بغية القطع مع الحلقة المفرغة من المقاربة الأمنية والتسلط والحد من الحريات تحت تغطية مقاومة الأصوليين، والقطع مع حلقة الربيع المفرغة (النفط، السياحة، العقارات....)، التي طبعته إلى هذه الأيام الشراكة الاقتصادية بين الشمال والجنوب في المتوسط. علينا أن نتجاوز حالة انعدام الأمن الغالبة التي تتخفى التنمية في دول الضفة الجنوبية، تنمية الثروات، والأفراد ومستقبل هذه البلدان ونخبها.

المشروع الأول يكمن في إصلاح المصادقية السياسية. على مستوى أوروبا: الخروج من حالة التآرجح بين حالة العداء للولايات المتحدة والاصطفاف وراءها، من أجل بناء سياسة خارجية مشتركة، أساساً في المتوسط. التحرك الأكثر استعجالاً وجب أن يتم في الشرق الأوسط. وجب على أوروبا أن تذكر بالتزامها الشديد بالشرعية الدولية والقيم العالمية من خلال المطالبة بتطبيق قرارات مجلس الأمن ورفع الحصار المضروب حول المدنيين الفلسطينيين. بمقدور أوروبا ومن واجبها العمل على التثام ندوة سلام دولية بناء على مبادرة السلام العربية المقدمة من قبل الأمير عبد الله، والتي تبنتها القمة العربية التي انعقدت في بيروت سنة 2002، وتم إحيائها في قمة الجامعة العربية التي انعقدت في الرياض. الأجندة مواتية، والمجموعة الدولية تأمل ذلك، الشراكة الأورومتوسطية ستربح على مستوى الشرعية والرسوخ. عليها أيضاً أن تبادر إلى تفعيل مسار انضمام جزيرة قبرص موحدة.

على مستوى دول الضفة الجنوبية: تسريع الإصلاحات، بغية تحسين المناخات القانونية والديمقراطية. حيث تشهد مناطق العالم بكاملها تقدماً على هذا المستوى، فلماذا لا يكون حالنا كذلك؟ على دول الضفة الجنوبية أن تقبل ضمن سيرها نحو دولة القانون والتأسيس لأطر مؤسسية دائمة. أسوة بدول أوروبا الوسطى والشرقية. بتوأمة إدارية مع أوروبا، من شأنها أن تمكن بعد عشر سنوات من تطور إدارتها، عليها أن تطرح مبادرات سياسية قوية على مستوى العلاقات بين دول الجنوب، كمثل فتح الحدود بين كل دول المنطقة، وحرية تنقل الأفراد والسلع.

المشروع الثاني يخص التنمية البشرية. على دول الإتحاد من أجل المتوسط أن تفتح حواراً صريحاً حول تنقل الأفراد. على دول الشمال أن تعتبر أن هذه المسألة ذات أهمية أساسية بالنسبة لدول الجنوب، حيث لا يقبل ما هو قائم من حواجز أمام التنقل نحو أوروبا، حين جاءت السياسة المعتمدة في مجال الهجرة المختارة لتحرم دول الجنوب من نخبها. كيف يكون الحديث

عن الإتحاد، لشعوب يتم إجبارها على البقاء في بلدانها؟ هذه الشعوب تحتاج لحرية التنقل التي بدونها لن يكون للتكامل الإقليمي من معنى. كذلك لا يمكن للإتحاد من أجل المتوسط أن ينجح، حين يتم حرمان الطلبة ورجال الأعمال والفنانين والمثقفين من التنقل. بالإمكان تجنيد طاقات فردية وجماعية رائعة، حين تجد هذه الأخيرة فرصة للتحرك. هذا الأمر لا يلغي الهبة الرقابة المشتركة على التنقل، التي يجب أن تعوض الممارسات الأمنية.

النمو البشري في الضفة الجنوبية للمتوسط يستدعي شراكة هامة على المستوى الصحي (التعاون الطبي وفي مجال تصنيع الأدوية)، وأساساً في مجال التكوين. لا يمكن ولوج عالم المعرفة، والعديد من دول الضفة الجنوبية للمتوسط تعاني من نسب مرتفعة من الأمية، في الوسط النسائي على وجه الخصوص. يجب وضع سياسة مشتركة من أجل تجاوز التأخر الحاصل قياساً بالدول النامية في القارة الأمريكية وفي دول شرق آسيا.

المشروع الثالث يخص التنمية المستدامة. على دول الضفتين التوافق بغاية إنجاز - دون تأخير - المشاريع البنيوية الكبرى وذلك من أجل تنمية مستدامة: سياسة متوسطة لتمكين السكان من المياه والتطهير، من أجل الوقوف سوياً في وجه خطر ارتفاع درجة الحرارة وتلوث البحر الأبيض المتوسط، اللتان تهدداننا جميعاً، وكذلك إنجاز مشروع الأمن في مجال الطاقة لدول الشمال أو الجنوب على حدّ السواء، هو الجمع بين توفير مصادر الطاقة والشراكة الصناعية. يجب كذلك إرساء حلف يهتم المواد الغذائية و الريف بصفة أعم، بغية تفعيل التكامل الغذائي و ربطه بمناسر المناخ بين الضفتين، والوقوف بذلك في وجه الأزمات الغذائية التي تهدد المنطقة. يجب أن يتم إنجاز هذه المشاريع اعتماداً على بنك يختص بمنطقة المتوسط... يجب تأسيسه على شاكلة البنك الذي أرسته أوروبا خدمة لدول شرق أوروبا، من أجل تفعيل عودة المهاجرين ومساهمة الصناديق السيادية لدول الخليج.

على المؤسسات الاقتصادية أن تلعب دوراً فعالاً في هذه التنمية المشتركة. على المؤسسات في دول الجنوب أن تقبل بفتح رأسمالها أمام شركاء دوليين، مع ما يعني ذلك من فتح الأسواق الداخلية أمام مصالح خاصة أجنبية. على المؤسسات في دول الشمال أن تأتي الفعل ذاته، وتغير نظرتها وتكف عن اعتبار دول الجنوب مجرد مناطق لاستخراج المواد الأولية، أو مجرد أسواق لترويج منتجاتها، أو فضاءات تنقل إليها وحدات الإنتاج المتردية، بل عليها أن تعامل هذه الدول كما عاملت اليابان دول النمرور الآسيوية، وفق شراكة من أجل غزو الأسواق العالمية. عليها أن تسعى إلى تقاسم جديد للقيمة المضافة مع دول الجنوب، قائم على مؤشرات الفاعلية والأفضلية التنافسية، بغية التأسيس لقواعد إنتاجية، تمكنها من إنقاذ صناعيتها، أو أفضل من

رسالة مفتوحة إلى زعماء دول الإتحاد من أجل المتوسط

ذلك مواجهة رهانات عولة اقتصاد المعرفة. بمقدور دول الضفة الجنوبية أن تتحول في مدى 15 سنة إلى نمور أوروبا.

أيها السيدات والسادة، رؤساء الدول والحكومات، ستجتمعون يوم 13 جويلية بمناسبة قمة باريس من أجل المتوسط، الإتحاد من أجل المتوسط سيكون النقطة الوحيدة على جدول أعمالكم. الأمر سيرتبط بقراركم، لجعل هذا اليوم يكون بداية تقارب بين الضفتين والتفكير في مصير مطمئن. أنتم تعلمون أن الإتحاد ممكن، ليكون غني بكل هذا التقدم من أجل مجمل شعوبنا. نأمل أن يكون لديكم الإقدام الكافي لتجعلوا من هذه القمة اعتراف بترسيخ قائم على مستوى التاريخ ونقطة انطلاق لمصير مشترك. لأنه الوقت كما تعلمون ينقضي في سرعة. الأمر موكول إليكم.

المضون:

أندري أزولاي (المغرب)، كمال درويش (تركيا)، إليزابيث فيفو (فرنسا)، عبد الرحمن حاج نصر (الجزائر)، مولود حمروش (الجزائر)، ألان جوبي (فرنسا)، روبر ماني (الولايات المتحدة الأمريكية)، فتح الله واملالو، (المغرب)، إلي ولد محمد هال (موريتانيا)، كريست باثن (الملكة المتحدة)، جوزيب بيركي (إسبانيا)، كارمن روميرو (إسبانيا)، يناجيوايس روميلوايس (اليونان)، إسماعيل سراج الدين (مصر)، هوبار قدرين (فرنسا).

المضيان الآخرون:

ياسر عبد ربه (قسنطين)، رومانو برودي (إيطاليا).

شكراً إلى كل من أكرم بلقايد وأيريلاند أورسينا من أجل تحرير النص.

IPEMED - Institut de Prospective Économique pour le monde Méditerranéen, est une association reconnue d'intérêt général, dont la mission est de rapprocher, par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Depuis sa création en février 2006, il œuvre à la prise de conscience d'un avenir commun et d'une convergence d'intérêts entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. Essentiellement financé par des fonds privés, il a pour règles l'indépendance politique, la parité Nord-Sud dans sa gouvernance comme dans l'organisation de ses travaux. Il donne la priorité à l'économie, privilégie une approche opérationnelle des projets et travaille dans la durée.

Think-tank euro-méditerranéen, IPEMED est l'interface indispensable entre les entreprises des deux rives de la Méditerranée, les États et organisations internationales, les experts du Nord et du Sud pour permettre de féconder une nouvelle approche des relations Nord-Sud et de formuler des propositions utiles aux populations des pays méditerranéens.

The Institute for the Economic Evolution of the Mediterranean World (IPEMED) is an association recognised for public benefit, whose mission is to use the economy to bring together the two sides of the Mediterranean. Since its creation in February 2006, IPEMED has worked to raise awareness of a common future and meeting of interests between countries North and South of the Mediterranean. The Institute is essentially financed by private funds, and the principles of political independence and North-South parity govern both how it is run and how it organises its work. Its priority is the economy, it privileges an operational approach to projects, and works with a long-term view.

IPEMED is a Euro-Mediterranean think-tank. It creates an indispensable interface between businesses on both sides of the Mediterranean, States and international organisations, and experts from North and South, in order to enrich a new approach to North-South relations and draw up propositions that will prove useful to the inhabitants of Mediterranean countries.

Réalisation graphique : Happy Advertising, Paris
Achevé d'imprimé à Paris en mars 2009